

LES RÉSEAUX SOMBRES

Une mise en lumière
des organisations
criminelles obscures

PLUS

Une conversation avec le Dr Tarek Sharif,
directeur exécutif d'AFRIPOL

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM



articles

8 Un monde de criminalité
L'Afrique rejoint le combat mondial contre les entreprises du crime organisé.

14 Ils se donnent la main pour maintenir l'ordre sur le continent
Le directeur d'AFRIPOL déclare que la lutte contre les réseaux criminels nécessitera une coopération en Afrique et à l'étranger.

18 Une nation insulaire s'attaque à la cybersécurité
Maurice devient un leader mondial de l'innovation en sécurité informatique.

24 Elles font bien plus que leur devoir
Les femmes de la Force de défense du Lesotho prennent soin de leurs communautés.

30 Un élan maritime
La coopération régionale pour traquer et libérer un vaisseau détourné démontre les progrès effectués par l'Afrique de l'Ouest pour sécuriser ses eaux.

34 Le franchisage du crime
Les braconniers de rhinocéros et d'ivoire ont développé des syndicats du crime sophistiqués. Certains les appellent des McMafias.

40 La demande chinoise encourage le commerce illégal du bois de rose
Les forêts sénégalaises irremplaçables sont sauvagement dénudées.

46 Un prix bien lourd à payer
La crise du Covid-19 a exposé le coût véritable de la dette de l'Afrique à l'égard de la Chine.

52 Investir dans l'innovation
Avec une planification stratégique, l'Afrique est prête à débloquer son potentiel scientifique.



62

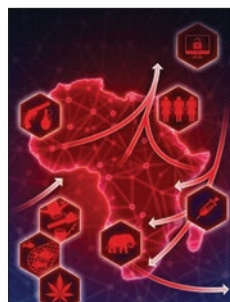
rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 28 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE :

Cette illustration représente les groupes obscurs engagés dans le trafic des stupéfiants, des armes, des personnes et des ressources naturelles précieuses.

PERSONNEL D'ADF

A lors que le Covid-19 s'est propagé à travers le monde en 2020, les professionnels de la sécurité ont été appelés à accomplir de nouvelles tâches. Ils ont mis à exécution les quarantaines, patrouillé dans les rues, gardé les hôpitaux et transporté le matériel clinique qui sauve la vie.

Alors qu'une grande partie du monde était confinée, les soldats sont intervenus.

Et bien que la pandémie ait suscité un sentiment d'objectifs partagés et un désir de sacrifice, certains ont essayé d'en profiter.

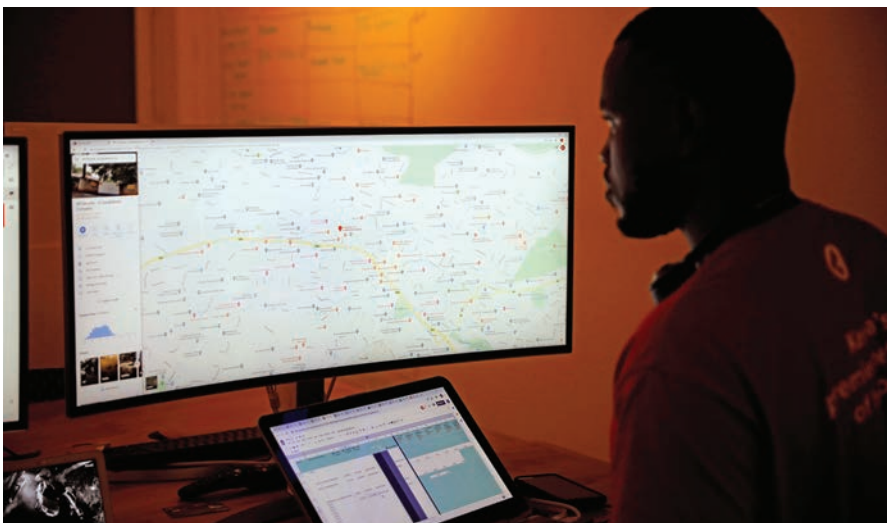
Les trafiquants, les pirates, les braconniers et autres criminels ont perçu une opportunité d'agir plus librement pendant que l'attention du monde était dirigée ailleurs. Dans certains cas parmi les plus répréhensibles, les trafiquants ont essayé de profiter de la fabrication de faux médicaments ou d'un matériel de protection dangereux. Dans d'autres cas, les criminels du Web ont promu des fraudes conçues pour profiter de la peur des gens.

Comme d'autres défis liés à la sécurité, le Covid-19 a fait ressortir le meilleur et le pire de l'humanité.

Alors que la vie s'ajuste lentement mais régulièrement à la nouvelle normale, les professionnels africains de la sécurité continuent leur engagement envers le démantèlement des réseaux criminels qui agissent dans l'ombre. La technologie est un multiplicateur de force dans cette mission. Dans le golfe de Guinée, les professionnels de la sensibilisation au domaine maritime utilisent des outils de surveillance pour traquer la pêche illégale et la piraterie. À Maurice et dans de nombreux autres pays africains, les experts en cybersécurité bâtissent des structures numériques pour sécuriser le Web. Au Nigeria et au Kenya, des initiatives numériques aident les autorités à assurer le suivi des médicaments et à identifier les faux.

Le Covid-19 a forcé le monde à changer en pratiquant la distanciation sociale et en travaillant à distance. Il a aussi conduit à des innovations et des adaptations par ceux qui assurent notre sécurité. En plaçant des outils d'avant-garde entre les mains des professionnels déterminés et bien informés, les forces de sécurité d'Afrique peuvent continuer à devancer les réseaux criminels.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Un expéditeur pour le service d'ambulance gratuit Rescue.co surveille une carte en ligne pendant le couvre-feu du Covid-19 à Nairobi (Kenya). REUTERS



Les réseaux sombres Volume 13, 4ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Assurer la sécurité et la prospérité dans l'ère de la pandémie



Tijjani Muhammad Bande du Nigeria, président de la 74ème session de l'Assemblée générale des Nations unies,
est intervenu le 20 mai 2020 dans le cadre de la série des dialogues africains sur « Le Covid-19 et la réduction au silence des armes en Afrique : défis et opportunités ». Ses commentaires ont été édités pour les adapter au présent format.

AFP/GETTY IMAGES



Le Covid-19 a créé des perturbations jamais éprouvée auparavant depuis la création des Nations

unies. J'offre mes plus sincères condoléances à ceux qui ont perdu des êtres aimés à cause du Covid-19 et souhaite à ceux qui combattent le virus un rétablissement rapide et complet.

Les défis posés par cette maladie sont multidimensionnels et peuvent seulement être relevés efficacement si l'on galvanise une action multilatérale pour assurer collectivement la mitigation de son impact clinique et socioéconomique. Ceci peut se produire avec des partenariats actifs.

Une réponse ferme et coordonnée est importante pour assurer entre autres choses que la pandémie n'affecte pas négativement notre plan visant à réduire au silence les armes d'Afrique.

Toutefois, il est important que, dans le cadre de notre réponse rapide face à la pandémie et dans notre planification à long terme, nous adressions le lien entre le développement et la paix et soutenions les droits humains. Alors que nous éprouvons des difficultés socioéconomiques à cause du Covid-19, nous devons continuer à faire attention aux besoins des plus vulnérables parce qu'ils sont souvent affectés par

des problèmes plus graves pendant les temps difficiles. Alors que la plupart des familles perdent leurs revenus pendant ces troubles, les gouvernements du monde doivent continuer à prioriser le bien-être socioéconomique et mental de leurs citoyens, car cela est la clé de la réduction au silence des armes partout, et notamment en Afrique.

Nous ne pouvons pas permettre au chômage et à l'exclusion de saper nos efforts de paix. Nous devons aussi inverser les inégalités croissantes qui affectent les groupes de minorités, en les soumettant à des pressions immenses et en les poussant plus avant vers la pauvreté et la famine.

Nous devons aussi prioriser les programmes d'assistance alimentaire et d'assistance aux agriculteurs et aux producteurs de denrées pour assurer la sécurité alimentaire des gens que nous servons. Alors que des millions d'enfants africains dépendent des programmes scolaires alimentaires, il est nécessaire de nous assurer de ne pas permettre que cette pandémie interrompe l'approvisionnement alimentaire.

Nous devons aussi assurer la continuité de l'enseignement des élèves d'Afrique et prioriser l'intégration de la technologie de l'information et des

Un employé désinfecte les mains des élèves alors que les écoles commencent à rouvrir leurs portes après le confinement du Covid-19 à Johannesburg (Afrique du Sud) en juin 2020. REUTERS

communications dans l'enseignement lorsque nous répondons aux besoins d'infrastructure. Les jeunes de moins de 25 ans représentent le plus vaste groupe démographique dans la plupart des pays en voie de développement. Nous devons donc agir en toute hâte pour assurer que la pandémie n'ouvre pas la porte à une hausse du recrutement extrémiste.

Les défis existants concernant l'endettement, auxquels s'ajoute le choc économique et financier provoqué par le Covid-19, sapent la soutenabilité de la dette publique et extérieure dans un grand nombre de pays. Étant donné cela, il est de la plus grande importance d'empêcher une série de non-remboursements chaotiques et de crises d'endettement généralisées. C'est à cet égard que les suspensions et/ou les annulations de dette et d'autres mesures sont instituées pour adresser les retombées du Covid-19.

Nous serons définis par nos actions et je vous exhorte à agir dès maintenant pour construire un avenir meilleur et un monde meilleur pour tous.



LA NOLLYWOOD DU NIGERIA AFFRONTE LA CRISE DU VIRUS AVEC CRÉATIVITÉ

AGENCE FRANCE-PRESSE

Alors que le Covid-19 ferme les entreprises du monde et force des milliards de personnes à rester chez eux, le cinéaste nigérian Obi Emelonye a découvert une façon innovante de continuer à filmer.

Inspiré par les téléconférences de sa femme lors de leur isolement en Grande-Bretagne, il a écrit et réalisé un court-métrage au sujet d'un couple séparé entre Londres et Lagos.

Il suffit d'un jour seulement pour les répétitions et de deux jours pour le tournage. Les acteurs ont enregistré leurs scènes sur des téléphones mobiles chez eux, sur deux continents.

« Je voulais montrer aux jeunes que, malgré les difficultés innombrables de notre profession, malgré le coronavirus, vous pouvez produire un film sans financement, sans même de vraie caméra », déclare le cinéaste.

Face à la pandémie, la deuxième industrie cinématographique de la planète en termes de volume a besoin plus que jamais de son esprit d'invention.

Moses Babatope a constaté qu'un décret gouvernemental de fermeture avait fait évaporer les revenus au printemps 2020 à la Filmhouse, chaîne de cinémas qu'il avait cofondée en 2012. Il estimait à l'époque que les pertes du secteur atteignaient plus de 9 millions de dollars.

Des douzaines de projets de film ont été suspendus ou éliminés et les employés continuent à ne pas être payés.

Netflix a suspendu le tournage de sa première série originale au Nigeria et le géant médiatique français Vivendi a suspendu l'ouverture de son premier cinéma dans la capitale d'Abuja.

Les distributeurs estiment que 50.000 emplois sont



Des cinéastes nigériens essaient des méthodes innovantes de maintenir Nollywood en vie dans l'ère du Covid-19. AFP/GETTY IMAGES

menacés. « Cela va prendre du temps avant de vraiment redémarrer », déclare M. Babatope.

Pour naviguer au sein de ces problèmes, l'industrie a commencé à repousser les limites. Le producteur Charles Okpaleke a fait équipe avec les chaînes de cinéma locales Genesis et Silverbird pour ouvrir des « drive-in » de plein air.

Lors d'une première à Abuja à la fin mai 2020, tous les tickets ont été vendus en quelques heures lorsque les spectateurs se sont précipités pour voir son film *Living in Bondage*, confortablement dans leur voiture.

Les producteurs et les metteurs en scène cherchent aussi à distribuer leurs films sur des services de streaming tels que Netflix et son concurrent local, Iroko TV.



Un nouvel emploi pour le manioc en Zambie : désinfectant pour les mains

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Pour faire face à un climat plus sec, la fermière zambienne Pamela Nyirenda est passée en 2019 à la culture du manioc résistant à la sécheresse, ainsi que d'autres nouvelles récoltes nécessitant peu d'eau telles que la noix de terre et le niébé.

Mais en 2020, son champ de manioc lui a donné non seulement une bonne récolte mais aussi une aubaine financière, alors que les acheteurs s'arrachent les tubercules pour produire de l'éthanol utilisé dans le désinfectant pour les mains à base d'alcool.

Alors que la pandémie du Covid-19 frappe l'Afrique, la farine de manioc se vend en Zambie à un prix pouvant atteindre 5.000 kwachas (270 dollars) la tonne, forte augmentation comparé à la même époque en 2019, selon le syndicat national des fermiers de Zambie.

« C'est la deuxième année que je [le] cultive et j'ai récolté 10 tonnes de tubercules de manioc », déclare-t-elle. Elle s'attend à gagner près de deux fois plus que l'an dernier pour son manioc en 2020.

Musika, organisme agricole zambien sans but lucratif, note que plus de 25.000 fermiers zambiens, dont beaucoup sont des femmes, cultivent maintenant des variétés de manioc résistant à la sécheresse, comparé à 5.000 il y a 5 ans.

Pamela Hamasaka, directrice des affaires corporatives pour Musika, déclare que la demande pour l'éthanol de manioc a grimpé en Zambie alors que les entreprises se précipitent pour produire plus de désinfectant pour les mains afin de contrôler la propagation de la pandémie mortelle du Covid-19.

En mai 2020, 250 tonnes de farine de manioc par jour étaient transformées en éthanol pour fabriquer du désinfectant pour les mains et d'autres produits vendus localement ou exportés aux pays voisins, déclare-t-elle.

Mais certains experts craignent que la transformation des récoltes alimentaires en éthanol ne nuise à la sécurité alimentaire de la région, alors que le ralentissement économique mondial du Covid-19 conduit à des interdictions d'exportation supplémentaires.

Le ministère de l'Agriculture de Zambie prévoit que le pays produira un peu plus d'un million de tonnes de farine de manioc en 2020.

Des élèves ingénieurs sénégalais combattent le virus avec leurs inventions

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des élèves ingénieurs sénégalais se sont engagés à résoudre le problème du Covid-19 avec des inventions telles que les distributeurs automatiques de désinfectant et les robots médicaux.

Les jeunes innovateurs d'une école d'ingénieurs de premier rang à Dakar, la capitale, ont appliqué leur aptitudes techniques pour réduire le stress des salles d'hôpital et ils ont déjà communiqué avec les hôpitaux concernant certains nouveaux produits.

Par exemple, un petit robot appelé « Docteur Car » mesure la pression artérielle et la température des patients, selon les étudiants de l'école supérieure polytechnique de Dakar.

L'université est l'une des meilleures d'Afrique de l'Ouest pour l'ingénierie et la technologie ; elle est hautement sélective et 28 nationalités y sont représentées parmi ses 4.000 étudiants.

Lamine Mouhamed Kebe, l'un des étudiants qui ont conçu le robot, déclare que la machine réduirait l'exposition des médecins et du personnel infirmier aux patients infectés et l'utilisation du matériel de protection coûteux.

Le robot, guidé par une caméra montée et contrôlée par une appli, pourrait aider les médecins à communiquer avec les patients, déclare M. Kebe, en leur permettant si possible de traiter les gens dans les zones rurales isolées.

Les médecins sénégalais qui travaillent en première ligne prennent les jeunes ingénieurs au sérieux. Un prototype initial conçu par les étudiants est essentiellement un petit chariot mobile pour transporter le matériel et amener les repas aux patients.

Mais Abdoulaye Bousso, chef d'une salle d'urgence à l'hôpital de Dakar, a demandé qu'il soit réétudié pour inclure des bras mécaniques capables d'effectuer des tests cliniques. Les étudiants travaillent en ce moment-même sur cette amélioration.

« C'est tout un processus », déclare le Dr Bousso, en ajoutant que le robot pourrait réduire l'utilisation des bavettes et des blouses peu économiques qui doivent être jetées.

D'autres étudiants ont conçu des dispositifs plus simples qui, selon leurs espérances, combattront aussi la maladie au Sénégal.

Gianna Andjembe, qui fait des études de maîtrise en génie électrique, a conçu un distributeur automatique de désinfectant pour les mains qui, selon lui, pourrait réduire les besoins de supervision du lavage des mains par le personnel des écoles et des hôpitaux.

« En tant que scientifiques, en tant qu'ingénieurs, nous devons relever les défis et prendre vraiment le contrôle de notre destinée », ajoute M. Andjembe.



Des étudiants de l'école supérieure polytechnique de Dakar travaillent avec un petit robot dans le labo de l'école.

AFP/GETTY IMAGES

Un monde de **CRIMINALITÉ**

**L'Afrique rejoint le combat mondial contre
les entreprises du crime organisé**

ILLUSTRATION D'ADF

La version cinématographique du crime organisé montre typiquement des cartels de drogues lourdement armés d'Amérique latine ou des groupes mafieux d'Italie qui dirigent des rackets d'extorsion.

La criminalité organisée véritable est plus sophistiquée, diversifiée et généralisée que tout média populaire ou stéréotype culturel. Les criminels agissent de différentes manières, en grand ou en petit, avec des intérêts disparates dans une variété de secteurs.

Ceci est aussi vrai en Afrique, et le continent a reçu une attention accrue de la part de la communauté mondiale concernant toute la gamme de crimes préférés par les réseaux criminels organisés. Depuis le braconnage jusqu'à la traite humaine, la contrebande de stupéfiants et le crime maritime, l'Afrique héberge une série d'entreprises criminelles organisées.

L'Afrique offre aussi une leçon sur les types variés et sophistiqués de criminalité organisée, car quatre catégories principales sont apparentes sur le continent.

Les quatre types de criminalité organisée

Un article de Mark Shaw, directeur de l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, publié par l'Institut pour les études de sécurité (ISS), présente les quatre types principaux de criminalité organisée en Afrique. Il existe un certain recoupement entre eux.

Le premier type concerne une **organisation de style mafieux** ; il existe lorsque ces activités criminelles sont déjà bien établies et définies par la violence. La ville du Cap en Afrique du Sud en présente un exemple.

« Les bandes et les réseaux criminels de la ville, y compris les connexions de corruption au sein de la police, permettent de tracer des parallèles avec la mafia italienne, écrit M. Shaw. Les bandes ou les criminels mafieux du Cap assassinent, extorquent, vendent des substances interdites et ont des connexions avec l'État. »

Ce premier type peut apparaître un peu différemment ailleurs. Au Nigeria par exemple, les groupes criminels ont des opérations mafieuses de portée plus mondiale mais ils contrôlent moins de territoire national. Les criminels nigériens sont influents en Italie, en particulier en matière de traite humaine.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que 80 % des jeunes filles arrivant en Italie depuis le Nigeria sont potentiellement victimes de la traite humaine aux fins d'exploitation sexuelle, telle que la prostitution. Les données de l'OIM de 2011 à 2016 montrent une augmentation du nombre de femmes et de jeunes filles non accompagnées venant du Nigeria et entrant en Italie à une échelle presque industrielle.

Ce trafic est parfois effectué par des bandes criminelles appelées souvent des confréries (« confraternity »), telles que la Confraternity of the Supreme Eiye (appelée aussi Airlords) et la Black Axe, selon un rapport d'InfoMigrants.

La seconde catégorie concerne **les réseaux qui « connectent les étrangers et les gens locaux sur le continent »** pour transporter les matériaux illicites, selon l'article de M. Shaw. Ces réseaux ont tendance à moins ressembler aux bandes criminelles organisées typiques et peuvent inclure des trafiquants de stupéfiants d'Afrique de l'Est et de l'Ouest.

M. Shaw donne comme exemple la Guinée-Bissau. Elle est appelée depuis longtemps un narco-État par la

communauté internationale à cause des grands mouvements de stupéfiants dans le pays et des hauts responsables qui participent à ce commerce, mais la réalité pourrait être quelque peu différente. « Après un examen plus spécifique, elle ressemble davantage à une série de réseaux criminels entremêlés qui protègent un commerce de transit », écrit-il.

Le trafic de stupéfiants d'Afrique de l'Est priorise l'héroïne plutôt que la cocaïne, mais des conditions similaires y existent. Les opiacés, qui proviennent typiquement d'Afghanistan, arrivent sur la côte Est de l'Afrique dans de petits boutres motorisés pouvant chacun cacher entre 100 et 1.000 kilos de ce stupéfiant. Ce voyage est la « route du Sud » présentée dans « The heroin coast: a political economy along the eastern African seaboard » [La côte de l'héroïne : une économie politique le long du littoral d'Afrique de l'Est], écrit par Simone Haysom, Peter Gastrow et M. Shaw pour le programme Enhancing Africa's response to transnational organized crime [Améliorer la réponse de l'Afrique au crime organisé transnational] (ENACT) de l'Union européenne.

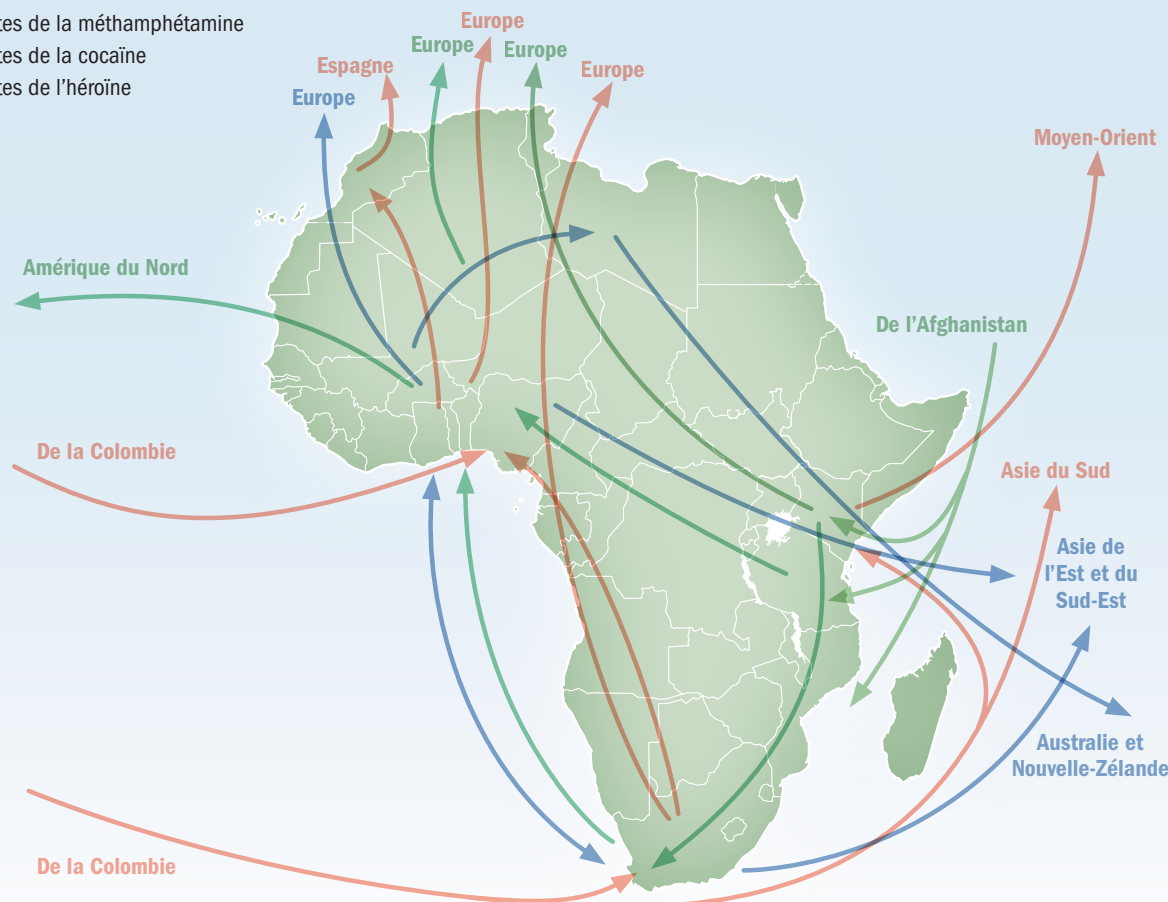
Les boutres sont capables d'éviter la détection par les satellites et les navires patrouilleurs et s'arrêtent au large des côtes pour que de petites embarcations puissent s'approcher et transborder les stupéfiants pour les ramener vers les petites îles, les plages et les ports. Ce processus se répète de partout sur la côte entre la Somalie et le Mozambique, selon l'article d'ENACT. Ensuite, les stupéfiants sont transportés à l'intérieur des terres et vers d'autres marchés.

L'héroïne qui suit cette route est souvent transportée vers l'Europe et les pays insulaires, mais l'article d'ENACT explore les effets de la route sur les pays africains de transit. C'est là que des liens entre les gens locaux et les étrangers peuvent être constatés.

Les opiacés sont transportés de l'Afghanistan au Pakistan, où l'on dit que les réseaux de drogue africains ont des connexions. De là, les stupéfiants poursuivent leur route vers les pays tels que la Somalie, le Kenya, la Tanzanie et le Mozambique. Le port de Mombasa, qui est le plus grand d'Afrique de l'Est, est utilisé par

Routes principales de stupéfiants en Afrique

- Routes de la méthamphétamine
- Routes de la cocaïne
- Routes de l'héroïne



Source : ENACT, tel qu'adapté par le « Rapport 2018 mondial sur les stupéfiants » de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime

plusieurs trafiquants de stupéfiants kényans, selon l'article d'ENACT.

L'article ISS de M. Shaw précise que le troisième type de criminalité organisée majeure est un mélange entre ce qu'il appelle « **des organisations politiques mal définies** », telles que les milices et les autres groupes armés, et les trafiquants.

Les états peuvent influencer cette catégorie, directement ou indirectement, en aidant ou en entravant ces groupes par l'intermédiaire de la protection politique. M. Shaw répertorie 3 exemples de région où ce type de criminalité prospère : la Libye qui a souffert de plusieurs années d'anarchie depuis le renversement de Mouammar Kadhafi ; le Sahel qui est tourmenté par la violence extrémiste depuis des années ; et l'Afrique de l'Est qui a vu une explosion de violence extrémiste provenant de la Somalie.

« La troisième catégorie est directement liée aux états faibles et aux zones de conflit dans des régions différentes d'Afrique, écrit M. Shaw. En général, elle ne peut pas exister sans l'instabilité provenant de ces conditions. Ses adeptes sont souvent des proto-états avec un certain degré de contrôle géographique qui est limité et mis à l'épreuve continuellement, surtout lorsque les groupes criminels offrent des alternatives de gouvernance. »

Le Sahel et la région environnante constituent un excellent exemple de ce type. L'instabilité qui avait commencé en 2012 avec une rébellion touarègue au Nord du Mali s'est développée pour englober une grande partie de la région, alors que les armes et les militants de Libye ont afflué après la chute de Mouammar Kadhafi. Les frontières poreuses et les espaces non gouvernés ont exacerbé le problème dans une région connectée historiquement à toute une gamme de crimes de trafic, y compris les stupéfiants, les cigarettes et les personnes.

Un article de 2019 pour la Global Initiative Against Transnational Organized Crime [Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée] intitulé « After the Storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali » [Après la tourmente : la criminalité organisée dans le Sahel/Sahara à la suite des soulèvements en Libye et au Mali] indique que la criminalité de cette région a changé à cause de l'influx des réponses de sécurité au cours des dernières années. L'instabilité le long des frontières au Mali, au Niger et en Libye a en fait perturbé le trafic de stupéfiants, selon le rapport, et les armes provenant d'une Libye en voie d'effondrement sont devenues moins nombreuses au cours du temps, alors que l'offre ne peut plus satisfaire à l'augmentation de la demande.

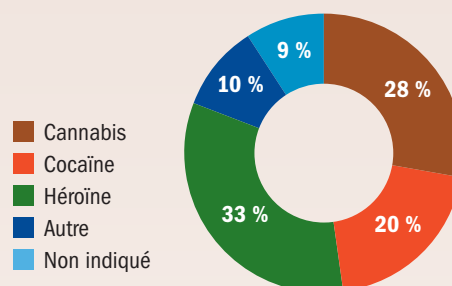
Nombre d'incidents par type de stupéfiant en Afrique de l'Est (KENYA, TANZANIE ET OUGANDA), 2008 à 2017

Les ports d'Afrique de l'Est affairés, particulièrement ceux de Mombasa (Kenya) et de Zanzibar et Dar es Salam (Tanzanie), sont des points d'entrée pour l'héroïne d'Asie. La corruption, les volumes de fret et les trafiquants bien connus assurent l'entrée et la sortie des stupéfiants et de la contrebande dans la région, selon ENACT.

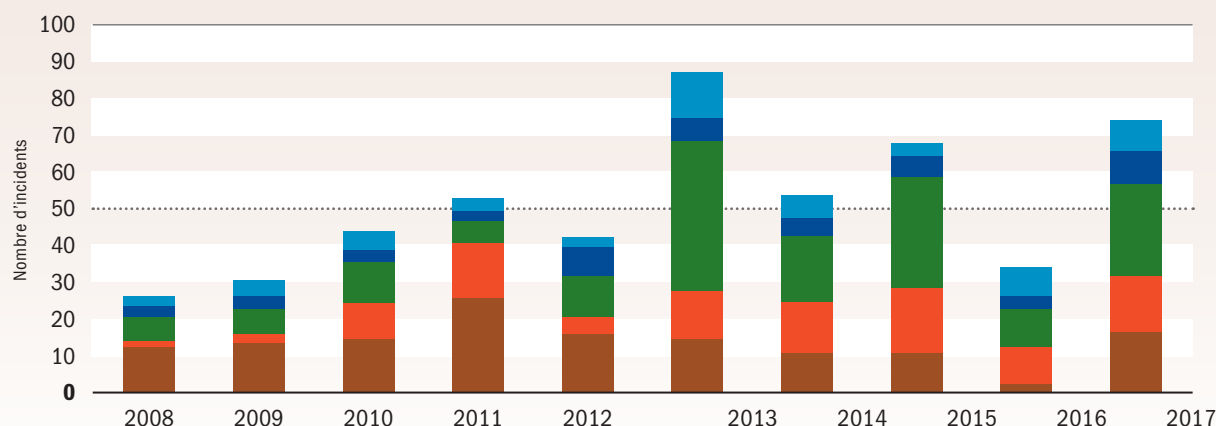
► 513 événements d'activité liée aux stupéfiants signalés par les médias

Les activités appartiennent à une ou plusieurs des catégories suivantes :

- Conspiration et planification
- Récolte
- Possession
- Transport/contrebande
- Mélange et traitement
- Vente au détail



► Les 513 incidents liés aux stupéfiants, en fonction du type de stupéfiant



Source : Base de données ENACT de surveillance des incidents liés au crime transnational organisé 2018

La traite humaine et la contrebande ont explosé au cours des 10 dernières années mais, depuis lors, elles ont été réduites ou sont devenues clandestines à cause des partenariats entre les états européens et ceux du Sahel/Sahara, selon le rapport. Pendant ce temps, le trafic des drogues contrefaites, principalement l'analgésique narcotique tramadol, augmente, tout comme le nombre de mercenaires, de rackets de protection et autre banditisme.

« Les trafiquants de haut niveau convertissent leurs bénéfices en capital politique pour obtenir une protection de l'état ou gagner une légitimité sociale parmi les populations locales, ou pour les deux », déclare le rapport. Il continue pour dire que le « manque d'opportunités économiques, l'omniprésence de la corruption, l'instabilité et l'insécurité, les faibles capacités de maintien de l'ordre et l'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb dans l'économie mondiale se combinent pour faire du Sahel un terrain fertile pour les économies criminelles ».

Le quatrième et dernier type de criminalité organisée qui prédomine en Afrique est la **cybercriminalité**, écrit M. Shaw. Elle va probablement augmenter alors que la technologie et l'accès à l'Internet augmentent sur le continent. Selon le « Rapport 2019 des menaces de sécurité sur l'Internet » de Symantec, 1 e-mail sur 131 en Afrique du

Sud l'an dernier était malveillant, soit le quatrième taux mondial. Au cours de la même période, 1 e-mail sur 1.318 en Afrique du Sud faisait partie d'une fraude de hameçonnage, le cinquième taux mondial.

Karen Allen, conseillère principale de recherche auprès d'ISS à Pretoria (Afrique du Sud), écrit que les pays africains doivent être prêts à affronter les crimes qui dépendent de la cybernétique et ceux qui sont rendus possibles par la cybernétique. Les premiers utilisent la technologie informatique pour perpétrer de nouveaux crimes. Les seconds utilisent la nouvelle technologie pour commettre des crimes plus traditionnels tels que le blanchiment d'argent.

En janvier 2018, certains au sein de l'Union africaine ont accusé le gouvernement chinois de pirater les ordinateurs au siège de l'union à Addis-Abeba (Éthiopie) et de télécharger des informations confidentielles, selon un reportage du *Financial Times*. Le piratage, qui avait été nié par la Chine, se serait produit pendant la nuit entre janvier 2012 et janvier 2017, de minuit à 2 heures du matin. La Chine avait financé le siège de l'UA et l'une de ses sociétés d'état l'avait construit.

Il est évident que la cybercriminalité constituera pendant de nombreuses années à venir une préoccupation en Afrique.

CRIMES LIÉS À LA FAUNE SAUVAGE

L'Afrique possède certains animaux sauvages parmi les plus majestueux et iconiques du monde. Mais bien que ces trésors attirent des millions

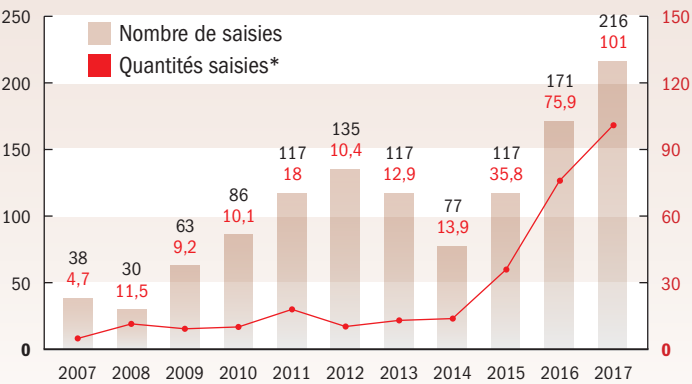
de touristes avec les safaris, ils attirent aussi les criminels qui ont l'intention de gagner de l'argent en vendant les parties du corps des animaux.

Pangolins

Les pangolins sont les animaux les plus trafiqués du monde pour leurs écailles, qui sont utilisées dans la médecine chinoise traditionnelle. Le nombre et la quantité des saisies ont grimpé au cours des dernières années. La plupart sont victimes de contrebande en Afrique et en Asie.

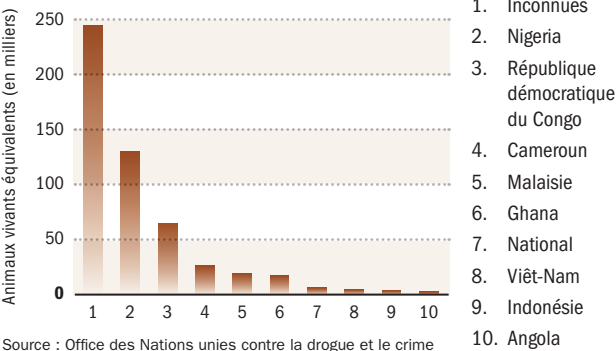


Poids équivalent des pangolins et nombre de saisies de pangolins



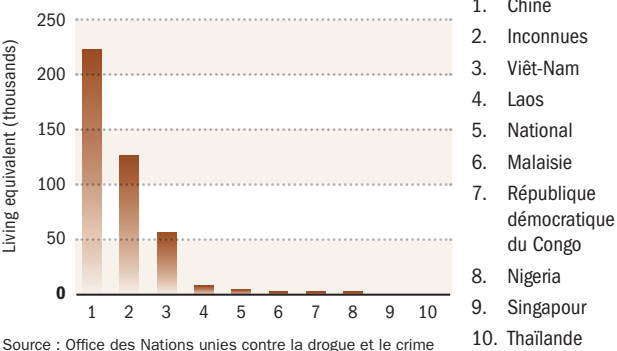
*Remarque : la quantité saisie est mesurée en milliers d'animaux entiers équivalents, y compris les animaux vivants, les animaux morts, la viande et les écailles.
Source : Base de données World WISE de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Quantités par pays d'origine



Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Quantités par pays de destination



Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Saisies notables de pangolins en 2019

Date	Volume d'écailles de pangolin saisies (en tonnes)	Origine	Pays de saisie	Destination
Janvier	1,4 (avec 100 kg d'ivoire)	Nigeria	Viêt-Nam	—
Janvier	8,3 (avec 2,1 tonnes d'ivoire)	Nigeria	Chine (RAS de Hong Kong)	Viêt-Nam
Mars	8,3	Nigeria	Viêt-Nam	—
Avril	12,9 (avec 175 kg d'ivoire)	Nigeria	Singapour	Viêt-Nam
Avril	12,8	Nigeria	Singapour	Viêt-Nam
Avril	4 (avec 3,4 tonnes d'ivoire)	République démocratique du Congo	Viêt-Nam	—
Mai	5,3	Nigeria	Viêt-Nam	—
Juillet	11,9 (avec 8,8 tonnes d'ivoire)	République démocratique du Congo	Singapour	Viêt-Nam
Juillet	1,2	République démocratique du Congo	Turquie	—
Octobre	1,5	—	Nigeria	Malaisie
Décembre	1,7 (avec 330 kg d'ivoire)	Nigeria	Viêt-Nam	—

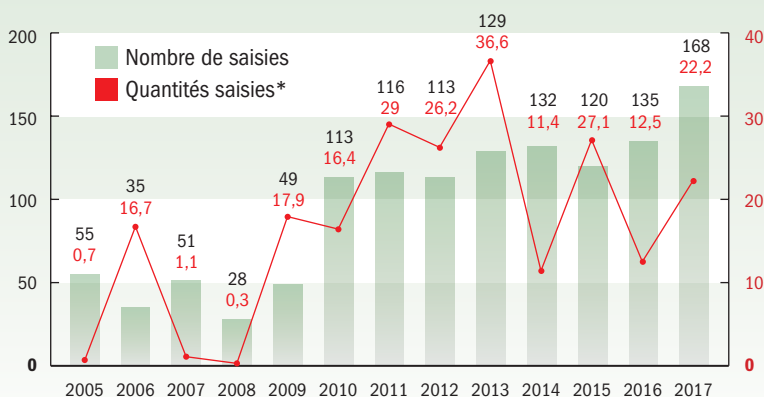
Source : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

Éléphants

Le braconnage des éléphants a diminué au cours des dernières années mais le nombre d'incidents reste élevé. L'ivoire de leurs défenses est utilisé pour fabriquer plusieurs types d'ornements et d'objets.



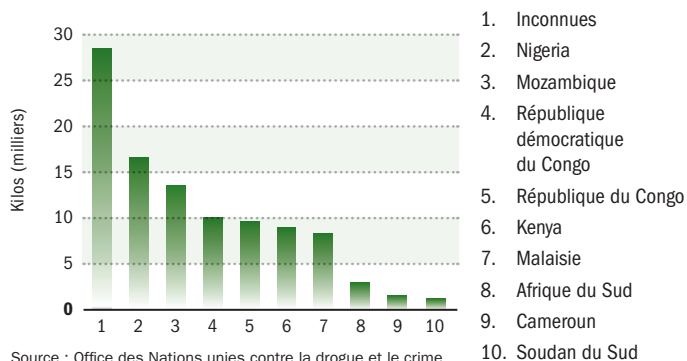
Poids équivalent des défenses d'éléphant et nombre de saisies



*Remarque : la quantité indique le poids des défenses entières en tonnes.

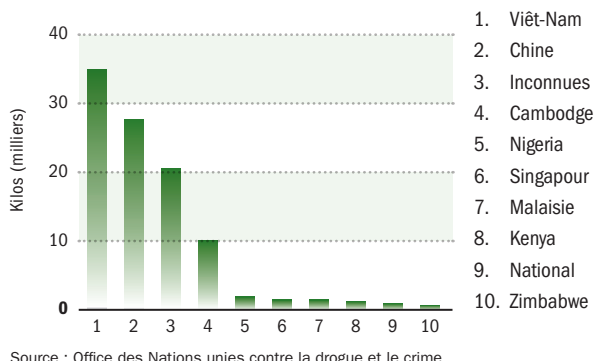
Source : Base de données World WISE de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Quantités par pays d'origine



Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Quantités par pays de destination



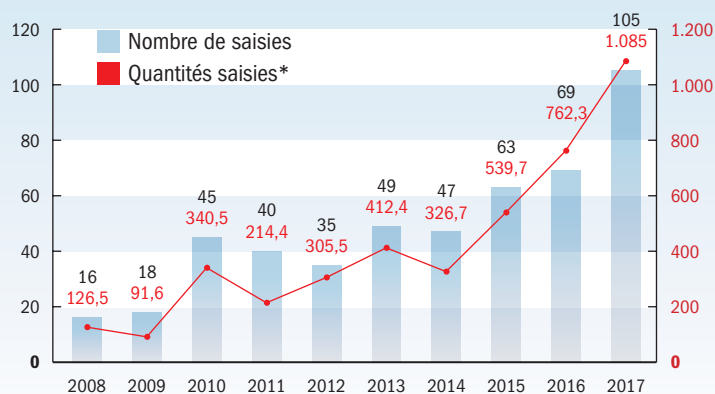
Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Rhinocéros

Les rhinocéros font l'objet d'un trafic important. Leurs cornes, comme les écailles des pangolins, sont utilisées dans la médecine chinoise traditionnelle. Ces cornes et ces écailles sont composées uniquement de kératine, substance que l'on retrouve dans les ongles et les cheveux des humains. La kératine n'a aucune valeur médicinale ou curative.



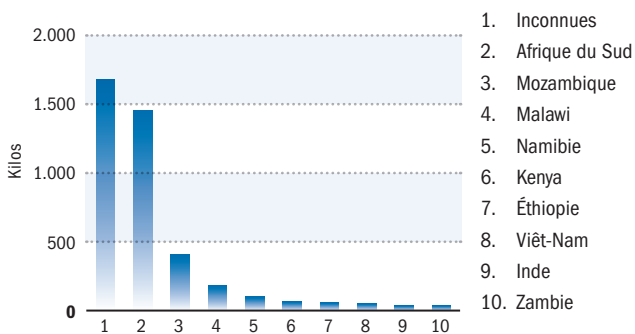
Poids équivalent des cornes de rhinocéros et nombre de saisies



*Remarque : la quantité est le poids de cornes entières de rhinocéros, en kilos.

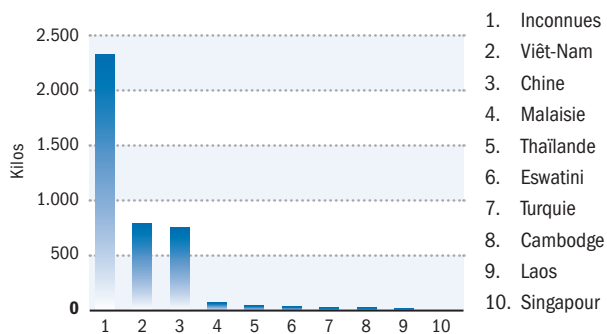
Source : Base de données World WISE de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Quantités par pays d'origine



Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Quantités par pays de destination



Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime



ILS SE DONNENT LA MAIN POUR MAINTENIR L'ORDRE SUR LE CONTINENT

Le directeur d'AFRIPOL déclare que la lutte contre les réseaux criminels nécessitera une coopération en Afrique et à l'étranger



Le Dr Tarek A. Sharif a été nommé directeur exécutif du mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (AFRIPOL) en mai 2017. Auparavant, il avait assumé la fonction de chef de la division de la défense et la sécurité dans le département de la paix et la sécurité de la commission de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie) de 2010 à 2017. Il avait aussi été officier de police principal dans les bureaux de l'Union africaine de Lilongwe (Malawi) de 2006 à 2009. Avant de rejoindre l'Union africaine, le Dr Sharif était maître de conférences à l'université américaine de Madrid de 2004 à 2006. Il fut aussi chef de la division de la coopération internationale du comité islamique du Croissant international, l'une des agences spécialisées de l'Organisation de la conférence islamique, de 1999 à 2003. Le Dr Sharif détient un doctorat en relations internationales de l'université de Reading (Royaume-Uni). Il est libyen et a répondu par e-mail aux questions d'ADF. Cette interview a été modifiée pour l'adapter à ce format.

ADF : Qu'est-ce qu'AFRIPOL, quand a-t-il été créé ?

DR SHARIF : Les chefs d'état et de gouvernement de l'Union africaine (UA), lors de la 28^{ème} session ordinaire organisée à Addis-Abeba (Éthiopie) en janvier 2017, ont adopté le statut du mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (AFRIPOL). Ceci a effectivement lancé AFRIPOL en tant qu'institution technique spécialisée de l'UA pour la coopération policière. En mai 2017, AFRIPOL a organisé sa première assemblée générale et adopté son premier plan de travail.

Le siège d'AFRIPOL est à Alger (Algérie) et l'institution a été créée pour renforcer la coopération entre les agences africaines de maintien de l'ordre et avec les organisations policières internationales pour combattre le crime

transnational organisé et le terrorisme en partageant les informations, les renseignements et les données concernant les criminels, leurs groupes et leurs activités.

ADF : Comment est-ce qu'AFRIPOL est lié à l'organisme policier international Interpol ?

DR SHARIF : Interpol est un partenaire important et la signature d'un accord de coopération entre Interpol et l'Union africaine concernant AFRIPOL en janvier 2019 est une illustration claire de ce partenariat.

En avril 2020, les deux organisations ont aussi lancé un programme commun de trois ans. Le programme permettra aux deux institutions de renforcer les capacités des agences de police des états membres de l'UA pour lutter contre la criminalité sur le continent africain. Il aidera aussi à améliorer les capacités techniques et analytiques d'AFRIPOL aux niveaux institutionnel et opérationnel.

ADF : Existe-t-il un événement particulier ou une entreprise criminelle en Afrique qui a indiqué clairement qu'un organisme tel qu'AFRIPOL serait nécessaire pour affronter efficacement la criminalité sur le continent ? Si oui, quel était cet événement ou cette entreprise ?

DR SHARIF : Le continent africain fait face à des défis de sécurité complexes qui ont de profondes conséquences pour la paix, la sécurité et la stabilité du continent à cause de leur nature transnationale. Des groupes criminels sont engagés dans divers crimes tels que le trafic de stupéfiants, d'armes, de personnes, d'animaux sauvages et d'espèces protégées ; le blanchiment d'argent et d'autres crimes financiers ; et le trafic des migrants. Ce sont ces réalités qui ont poussé les états membres à établir AFRIPOL comme une institution continentale pour soutenir la coopération entre les agences de police.



Des tonnes de cocaïne comme celle-ci sont sujettes au trafic africain chaque année. AFP/GETTY IMAGES

ADF : Bien qu'il soit toujours relativement nouveau, quels sont les succès opérationnels spécifiques que vous pouvez indiquer dans lesquels AFRIPOL a joué un rôle vital pour la lutte contre la criminalité transnationale organisée sur le continent africain ?

DR SHARIF : AFRIPOL est relativement nouveau et nous avons développé nos structures pour passer graduellement à des activités entièrement opérationnelles. En fait, depuis 2017 AFRIPOL s'efforce de créer des bureaux de liaison nationaux (NLO) AFRIPOL parmi les états membres de l'UA et le système de communication policière AFRIPOL (AFSECOM). Tous les états membres de l'UA ont ouvert des NLO AFRIPOL et ont reçu un matériel AFSECOM. Ultérieurement, AFRIPOL conduira des opérations spécifiques au niveau des différentes régions d'Afrique dans le courant 2021.

ADF : Les médicaments contrefaits représentent un défi majeur pour une grande partie du continent. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les pays africains sont responsables pour 42 % de tous les médicaments contrefaits en circulation. Ceci conduit à des milliers de morts chaque année. Qu'est-ce qui doit être fait pour arrêter cela ?

DR SHARIF : La menace des médicaments contrefaits concerne non seulement la santé des innocents à cause des complications médicales qu'ils provoquent, mais aussi la sécurité de l'état. Ceci est le cas parce que les contrebandiers appartiennent souvent à des réseaux criminels pour lesquels la contrebande des médicaments contrefaits est seulement une partie des activités illicites qu'ils conduisent. AFRIPOL soutient actuellement les

états membres pour qu'ils renforcent leurs capacités de lutte contre ce crime. AFRIPOL opérationnalise aussi son groupe de travail sur la criminalité transnationale organisée, qui fournira des conseils techniques sur les zones prioritaires en vue de développer leurs capacités et leur soutien législatif et technique.

ADF : Les syndicats du crime ayant des connexions internationales sont actifs dans le trafic des parties du corps des animaux menacés dans de nombreux pays africains. Dans beaucoup de cas, ce commerce illicite est lié à la médecine chinoise traditionnelle. Que peut faire AFRIPOL pour aider les agences de maintien de l'ordre d'Afrique afin qu'elles établissent des partenariats entre elles et avec les agences de maintien de l'ordre mondiales pour stopper ce trafic ?

DR SHARIF : De façon générale, le trafic de la vie sauvage (flore et faune), y compris le trafic des parties du corps des animaux, est l'un des crimes qui ont été désignés par AFRIPOL comme une préoccupation majeure sur le continent africain. En fait, des rapports indiquent une hausse du braconnage pendant la période du Covid-19. AFRIPOL se concentre sur l'amélioration de la coopération, non seulement pour les agences de maintien de l'ordre de l'UA : la police, les garde-frontière et les douanes. En réalité, l'accord de coopération d'AFRIPOL avec Interpol et d'autres organismes internationaux de police, que nous signerons prochainement, aidera à perturber les opérations des réseaux criminels, qui sont de plus en plus internationalisées. La coopération mondiale permet de partager les expériences avec les agences de maintien de l'ordre hors du continent, ce qui est bénéfique pour les agences d'Afrique.



Un garde forestier kényan spécialisé dans la faune sauvage garde des amas de défenses d'éléphant, des figurines en ivoire et des cornes de rhinocéros qui sont brûlées, à Nairobi. AFP/GETTY IMAGES



Un officier de police de Côte d'Ivoire montre des comprimés contre-faits de tramadol lors d'un raid sur des magasins d'Abidjan qui vendaient de faux médicaments. AFP/GETTY IMAGES



Des officiers de police ivoiriens avec l'unité anti-crime transnational gardent des armes, de l'argent, des articles en ivoire et autres confisqués lorsqu'ils avaient démantelé un réseau de trafic de stupéfiants en 2019. AFP/GETTY IMAGES

ADF : Bien que les pays africains aient bien progressé dans leur combat contre le commerce des stupéfiants, le continent continue à être à la fois un point de transit pour les stupéfiants illégaux et une destination pour les trafiquants de drogue. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, environ 18 tonnes de cocaïne sont trafiquées en Afrique de l'Ouest chaque année, et approximativement 70.000 kilos d'héroïne passent par l'Afrique de l'Est. Quel est le point focal des efforts d'AFRIPOL pour ralentir le commerce des stupéfiants ?

DR SHARIF : Le trafic des stupéfiants demeure un défi. C'est dans cette perspective qu'AFRIPOL continue à œuvrer pour soutenir les efforts de tous les états membres. AFRIPOL identifie aussi des stratégies et des projets avec ses partenaires au niveau mondial, et avec d'autres organismes internationaux de police. Tout cela vise à améliorer la coordination et faciliter l'échange d'information pour identifier les diverses routes utilisées par les trafiquants.

ADF : Quelles sont les façons spécifiques selon lesquelles la pandémie mondiale de Covid-19 a affecté AFRIPOL ? A-t-elle suscité des changements dans la manière de conduire les opérations ? Si oui, comment ?

DR SHARIF : Les effets du Covid-19 sont d'une grande portée et ont provoqué des changements sans précédent dans le monde entier. La pandémie a forcé de nombreuses entreprises et organisations à conduire leurs activités virtuellement et à distance. D'un côté, cette situation a conduit à une baisse relative de la criminalité qui avait dominé les activités de police, depuis les vols mineurs jusqu'aux effractions et aux vols avec agression. La contrebande et le trafic transfrontaliers ont aussi diminué. Ceci est dû aux confinements et aux couvre-feu qui ont essentiellement stoppé le mouvement des personnes, sauf pour les agences de sécurité chargées de la mise en application des

nouvelles mesures. De l'autre côté, de nombreux criminels et leurs réseaux adoptent de nouvelles méthodes de crime. Une hausse de la cybercriminalité en est un résultat. En fait, AFRIPOL œuvre en vue d'adopter de nouvelles stratégies opérationnelles pour relever les défis liés au Covid-19.

ADF : En tant que directeur exécutif d'AFRIPOL, quelles sont vos visions à court et à long terme concernant l'évolution future d'AFRIPOL ?

DR SHARIF : En tant qu'institution technique de l'UA ayant le mandat de soutenir les agences de police des états membres de l'UA pour prévenir et répondre aux menaces liées au crime organisé grâce à une coopération structurée, la vision pour AFRIPOL consiste à ce qu'il devienne la structure directrice de l'UA pour lutter contre la criminalité transnationale organisée. Et que tous les autres acteurs du continent qui luttent contre la criminalité organisée complètent AFRIPOL et cherchent des directives sur ce qu'ils doivent faire pour renforcer les activités d'AFRIPOL.

ADF : Existe-t-il quelque chose d'autre qui selon vous est important à ajouter au sujet d'AFRIPOL ?

DR SHARIF : Je souhaite souligner que, par définition, la criminalité transnationale organisée ne peut pas être efficacement contrée indépendamment par un pays quelconque. Les efforts pour la combattre devraient s'appuyer sur la coopération mondiale de tous les états. Cette « chaîne » de lutte contre le crime transnational organisé est seulement aussi forte que son maillon le plus faible. Non seulement AFRIPOL continuera à renforcer la coopération entre les agences de police du continent, mais aussi avec d'autres organisations similaires pour assurer la coopération policière mondiale. Nous espérons que cette vision est partagée internationalement. □



UNE NATION INSULAIRE S'ATTAQUE À LA CYBERSÉCURITÉ



Maurice devient un leader mondial de l'innovation en sécurité informatique

PERSONNEL D'ADF

Depuis près de deux décennies, le pays insulaire de Maurice aspire à être une puissance technique et financière sur la scène mondiale.

L'ambition du pays en vue de devenir une « société de l'information » remonte à 2001 lorsqu'il avait créé les Business Parks of Mauritius Ltd, société d'état engagée dans le développement de la technologie de l'information et des communications. Ceci a conduit au projet de la Cyberville en 2003. Le but du projet était de faire de Maurice une destination de choix pour les entreprises et les professionnels et « de créer de la richesse et des emplois par l'utilisation de la technologie de l'information », selon le reportage de *The New Economy* du Royaume-Uni. Aujourd'hui, le projet occupe 62 hectares avec 5 secteurs distincts : la cybernétique et le multimédia, les affaires et les finances, les connaissances, le commercial et le résidentiel.

Maurice est désormais considéré comme le pays le plus engagé d'Afrique en matière de cybersécurité, étant classé sixième du monde sur l'indice mondial de la cybersécurité. Ce n'est pas par coïncidence que Maurice est aussi regardé comme le plus grand succès démocratique d'Afrique et l'un de 20 pays du monde seulement à être classé comme une « démocratie complète ».

Grove Applied Intelligence d'Afrique du Sud déclare que la situation de Maurice en tant que chef de file de la technologie de l'information et des communications (TCI) est le résultat de « la bonne élaboration des politiques et la bonne prospective du pays pour le bénéfice du secteur des affaires ».

En mai 2018, l'Union européenne a adopté le règlement général sur la protection des données qui affecte toutes les organisations et tous les pays engagés dans des activités commerciales avec l'UE. Ce règlement exige la mise en place de pratiques généralisées de cybersécurité et de respect de la vie privée. Anticipant la réglementation de l'UE, Maurice avait adopté la Loi sur la protection des données de 2017.

Les responsables mauriciens qui ont annoncé cette loi ont déclaré qu'elle créait le « juste équilibre » entre le droit à la vie privée et les préoccupations de sécurité du gouvernement et du commerce.

« Le principe clé à la base de la protection des données consiste à assurer que les gens sachent

contrôler comment les informations personnelles les concernant sont utilisées ou, au minimum, qu'ils sachent comment les autres utilisent ces informations », a noté le Bureau mauricien pour la protection des données. « Les contrôleurs de données sont des personnes ou des organisations qui détiennent des informations sur les individus et qui doivent se conformer aux principes de protection des données dans le traitement des données personnelles ; les "sujets des données" sont les individus qui sont dotés des droits correspondants. »

« La loi vise à assurer la protection du droit à la vie privée des personnes compte tenu des développements dans les techniques utilisées pour capturer, transmettre, manipuler, enregistrer ou sauvegarder les données concernant les personnes. »

Kaleem Ahmed Usmani est le chef de l'équipe de réponse informatique d'urgence (CERT) de Maurice et le représentant mauricien actuel auprès du groupe d'experts gouvernementaux en cybernétique des Nations unies. Dans une interview par e-mail avec ADF, le Dr Usmani a déclaré que son pays pensait qu'il devait se mettre à jour pour prendre en charge la cybersécurité.

« L'expansion rapide de la TIC dans le continent africain au cours des dix dernières années a conduit à l'utilisation accrue de l'Internet et de la technologie mobile, écrit-il. L'augmentation de la pénétration de l'Internet a aussi rendu les pays vulnérables aux attaques cybernétiques. La législation, les politiques et le développement des capacités concernant la cybersécurité n'ont pas été une préoccupation principale dans de nombreux pays à cause d'un manque de sensibilisation et de volonté politique. »

Le Dr Usmani déclare que, dès le départ, la vision du gouvernement mauricien « était de faire du pays une "île cybernétique" dans laquelle la TCI deviendrait le cinquième pilier de l'économie, après le sucre, les textiles, le tourisme et les services financiers. »

L'équipe de réponse d'urgence

La CERT de Maurice, qui est une agence du Conseil national de l'informatique, représente un aspect majeur de la cybersécurité du pays. L'équipe de réponse exploite un portail informatique national

L'industrie bancaire de Maurice dépend de la focalisation du pays sur la cybersécurité.





Au sujet de MAURICE

PERSONNEL D'ADP

La république de Maurice est une nation insulaire dans l'océan Indien, à environ 2.000 kilomètres au Sud-Est du continent africain. Elle comprend l'île principale de Maurice et les îles d'Agaléga, de Rodrigues et de Saint-Brandon.



Elle était inhabitée jusque vers 975, lorsque des marins arabes sont censés l'avoir découverte.



Elle est devenue un pays indépendant en 1968. La plupart de ses habitants parlent une langue créole basée sur le français.



La petite taille du pays, à 2.040 kilomètres carrés, le classe **52ème des 54 pays africains**.



Par population, c'est le **47ème pays du continent**, avec 1,26 million de personnes. Dans une année normale, les touristes sont plus nombreux que les citoyens.



En ce qui concerne le produit national brut par habitant, qui mesure la production économique par personne d'un pays, **Maurice est classé troisième en Afrique**, juste après la Guinée équatoriale et les Seychelles. **Dans le monde entier, elle est classée 61ème.**



Maurice est le seul pays africain où **l'hindouisme est la plus importante religion**.



C'était le seul foyer connu du tristement célèbre dodo, oiseau qui n'avait pas d'ennemis naturels et avait perdu sa faculté de voler. Les Occidentaux qui ont visité les îles ont découvert que les dodos, qui pesaient jusqu'à 22 kilos, constituaient une source excellente de nourriture. En 1700, les oiseaux ont disparu.

visant à enseigner au public les questions techniques et sociales auxquelles les utilisateurs de l'Internet font face, et en particulier les dangers en ligne. Les membres de l'équipe de réponse déclarent que leur objectif consiste à fournir des informations aux groupes ciblés alors qu'ils « étudient, analysent, recherchent et innovent continuellement pour garder une longueur d'avance et maintenir un avantage technologique sur les acteurs de la cybercriminalité ».

Les responsabilités de l'équipe du portail sont les suivantes :

- Encourager les organisations et les personnes à signaler les incidents de cybersécurité.
- Conseiller aux utilisateurs de l'Internet sur la façon de gérer les menaces cybernétiques.
- Évaluer la sécurité de l'infrastructure de technologie de l'information (TI) des organisations.
- Conduire des contrôles de sécurité informatique de tiers pour les organisations.
- Aider les organisations à établir les meilleures pratiques de gestion de la sécurité.
- Éducation et formation en matière de cybersécurité.
- Organiser une formation pour les professionnels de la cybersécurité.

Sylvain Martinez, fondateur d'ElysiumSecurity, a déclaré au site d'actualités mauricien Defimedia que, lorsque les ménages et les entreprises de Maurice continuent à s'appuyer sur la technologie et à se connecter à l'Internet, le pays est vulnérable aux attaques cybernétiques comme tout autre pays développé.

« Alors que le monde moderne devient de plus en plus numérisé, il s'appuie aussi de plus en plus sur les systèmes TI, ce qui signifie que l'aire d'exposition aux attaques cybernétiques augmente, déclare-t-il. En parallèle, les cybercriminels ont de plus en plus d'argent à gagner du fait des attaques cybernétiques, et ont aussi un impact géopolitique potentiel de plus en plus élevé, ce qui signifie que les hackers deviennent des professionnels de plus en plus sophistiqués, munis de ressources croissantes. »

Un portail convivial

Le portail national de la cybersécurité de Maurice est conçu pour être convivial et utile pour pratiquement tous ceux qui entrent en ligne. Il contient une explication et une vidéo sur les fraudes par hameçonnage, une vidéo sur la protection des enfants contre le harcèlement cybernétique, des informations et une vidéo sur la façon d'assurer que les enfants sont sécurisés en ligne, des conseils sur la façon de se protéger soi-même, sa famille et ses appareils, et des informations sur la ligne d'assistance téléphonique concernant la sécurité informatique du pays pour signaler les sites Web dangereux. Ce site Web est utile même pour ceux qui n'habitent pas à Maurice.

Le portail possède huit liens en ligne dédiés aux enfants. La section « parents » du portail possède des informations sur le jeu, le contenu indécents, les réseaux sociaux, la sécurité en ligne, l'addiction de l'Internet, le courrier électronique indésirable, le chat sécurisé en ligne, les prédateurs en ligne et une section séparée concernant l'utilisation de Facebook.

La section « usagers à domicile » offre des informations sur les smartphones, les maliciels, les achats et les investissements en ligne, les discours haineux, l'accès sans fil, le spam et les fraudes, votre empreinte numérique et l'informatique sécurisée.

Le portail offre aux organisations et aux entreprises des informations sur la sauvegarde des données, la lutte contre les menaces, les contrôles d'accès, le traitement des maliciels, l'identification du vol et le droit à la vie privée, l'accès sans fil et les politiques de sécurité.

Les outils téléchargeables gratuitement incluent des logiciels antivirus, un outil de blocage de site Web, des filtres anti-spam et des bloqueurs de spam, et un programme pour bloquer les sites Web dédiés à l'hameçonnage.

« Le système mauricien de compte rendu en ligne sur la cybercriminalité (MAUCORS) a aussi été établi comme plateforme en ligne pour signaler les cybercrimes, précise le Dr Usmani. MAUCORS fournit aussi des informations concernant diverses formes de cybercriminalité et la façon dont les personnes peuvent mieux se protéger. »

Les pays « smart » sont toujours sujets à des risques

Le Dr Usmani déclare que les leçons apprises dans son pays peuvent être appliquées ailleurs.

« D'autres pays, en particulier en Afrique, peuvent

suivre la voie de Maurice pour renforcer leur résilience cybernétique, déclare-t-il. De telles mesures incluraient le développement d'une législation nationale sur la cybersécurité, une stratégie, la création d'équipes CERT et de systèmes techniques, le développement des capacités de cybersécurité et la promotion de la coopération internationale. Maurice serait très désireux

de partager son expertise au sein de la région. »

Les experts en sécurité déclarent que même les pays comme Maurice qui sont cybernétiquement judicieux affrontent des risques de sécurité. À mesure que les affaires publiques et privées du pays sont amenées en ligne, les risques continuent à croître. Loganaden Velvindron de l'African Peering & Interconnection Forum a déclaré à Defimedia que les types les plus courants de risques comprennent le hameçonnage, les maliciels et les menaces sur l'infrastructure.

« Le hameçonnage est fréquent dans les e-mails lorsque l'expéditeur prétend être quelqu'un d'autre, déclare-t-il. Beaucoup de gens ne sont pas capables d'identifier les attaques de fraude qui les ciblent. Les maliciels se retrouvent fréquemment sur les smartphones, les tablettes et aussi les ordinateurs PC qui ont été infectés. Finalement, l'exploitation d'une infrastructure vulnérable est très répandue : certains serveurs fonctionnent souvent pendant des années sans recevoir de mise à jour de sécurité. Un grand nombre de sites Web ont été dégradés à cause d'un manque de contrôle de sécurité permettant d'identifier les codes vulnérables qui sont exécutés. »

Maurice a aussi pris des mesures pour bloquer les informations fallacieuses, selon le Dr Usmani, y compris des condamnations pouvant atteindre 10 ans



Kaleem Ahmed Usmani

Suite à la page 23

La Cybertour d'Ebène, juste au-dehors de Port-Louis, a été construite en 2001 comme centre de haute technologie pour créer un environnement de travail moderne. WIKIPÉDIA



La sécurité doit rester ouverte et **RESPONSABLE**



PERSONNEL D'ADF



Le Dr Nathaniel Allen est professeur adjoint pour les études de sécurité au Centre africain pour les études stratégiques. Il est chargé de la supervision du programme académique du centre sur la cybersécurité et les opérations de soutien de la paix et de l'intégration de ces principes dans la recherche et la sensibilisation du centre. Il a parlé par téléphone à ADF au sujet de Maurice et de ses efforts liés à la cybercriminalité.

ADF : Pourquoi Maurice est-il l'un des premiers pays du monde dans la gestion des attaques cybernétiques ?

Dr ALLEN : Maurice a quelques avantages que la plupart des pays africains n'ont pas. C'est un petit pays, bien gouverné, dont les revenus correspondent à la classe intermédiaire élevée. Il se positionne comme centre régional et mondial des affaires et de la finance, il a un taux élevé de pénétration Internet et un secteur TCI (technologie de l'information et des communications) robuste. Ces facteurs font de la cybersécurité une question très importante pour les responsables politiques mauriciens et les intervenants de l'industrie. Ces deux groupes ont beaucoup investi pour s'assurer que Maurice ait l'infrastructure, les ressources humaines, les structures juridiques, les relations entre multiples intervenants et les institutions nécessaires pour prévenir effectivement les attaques cybernétiques et s'en rétablir.

ADF : Maurice a établi un moyen pour que les gens, du public et du privé, entrent en ligne et signalent les attaques cybernétiques. Est-ce quelque chose de nouveau ? D'autres pays agissent-ils ainsi ?

Dr ALLEN : C'est l'une des meilleures pratiques pour gérer les attaques cybernétiques. Le système de compte rendu en ligne de Maurice est géré par son équipe nationale de réponse informatique d'urgence

(CERT). Les CERT deviennent des véhicules de plus en plus répandus pour les pays et les secteurs afin de surveiller, prévenir, affronter et gérer les attaques cybernétiques. Ce n'est pas encore une pratique standardisée en Afrique, où plus de la moitié des pays de la région n'ont pas de CERT. La CERT de Maurice a été établie en 2008 ; elle est donc en avance sur les autres.

ADF : D'autres pays pourraient-ils émuler ce que fait Maurice ? Devraient-ils essayer ?

Dr ALLEN : Absolument. Je pense que les autres pays d'Afrique devraient observer attentivement comment Maurice relève ses défis de cybersécurité, et tôt ou tard ils devront le faire eux-mêmes. La pénétration de l'Internet sur le continent est toujours relativement faible, entre 30 et 40 % environ, mais elle est anticipée de passer à 75 % à la fin de la décennie. Alors que davantage de pays se connectent à l'Internet, et davantage de personnes utilisent la large bande, les vulnérabilités augmentent et il en est de même pour l'importance de la cybersécurité. Les pays africains qui ont déjà un haut niveau de pénétration Internet ont tendance à avoir les meilleures politiques de cybersécurité. À mesure que le nombre de personnes possédant l'accès à l'Internet augmente, l'utilisation de la cybersécurité doit le faire aussi.

ADF : Pensez-vous que le fait que Maurice soit une démocratie bien établie est lié d'une façon quelconque à ses efforts contre la cybercriminalité ?

Dr ALLEN : Oui. Maurice a trouvé un moyen d'empêcher la cybercriminalité et d'y répondre tout en préservant son état de démocratie qui respecte les libertés civiles et politiques de ses citoyens. Je pense qu'il est crucialement important de donner au secteur de la sécurité un rôle qui lui permette de répondre effectivement à la menace de la cybercriminalité et de la gérer, tout en restant engagé envers des principes de gouvernance ouverts, transparents et responsables du secteur de la sécurité. C'est l'un des défis centraux que de nombreux gouvernements du monde, notamment en Afrique, affronteront à l'avenir.

ADF : Maurice travaille étroitement avec les banques pour gérer la cybercriminalité. Quels sont selon vous les autres aspects de la société ou du commerce que le pays utilisera pour arrêter la cybercriminalité ?

Dr ALLEN : Puisque c'est un centre névralgique pour le reste de l'économie, le secteur financier a toujours été un partenaire clé des gouvernements en ce qui concerne la réponse à la cybercriminalité. Les banques ont tendance à affecter des ressources importantes pour gérer les menaces provenant par exemple des virements bancaires illégaux liés aux fraudes des cartes de crédit. Ceci en fait des partenaires naturels pour tout gouvernement. Étant donné les efforts de Maurice pour se positionner comme centre financier pour une grande partie de l'Afrique et de l'Asie, la relation est encore plus cruciale. La TCI devient aussi de plus en plus intégrée dans notre vie quotidienne et dans de nombreux secteurs différents. La plupart des commerces et des secteurs dépendent de la TCI ou de l'infrastructure de TCI d'une façon ou d'une autre, ce qui rend la cybersécurité encore plus cruciale.

ADF : Quelles sont les prochaines étapes dans la lutte de Maurice contre la cybercriminalité ?

Dr ALLEN : J'espère que nous irons seulement en avant. Toutefois, la pandémie de Covid-19 s'avère déjà être difficile, alors que les acteurs des menaces cybernétiques à Maurice et dans le monde exploitent de plus en plus la pandémie pour pratiquer le spam, le hameçonnage et d'autres types d'ingénierie sociale. Les informations fallacieuses et la désinformation liées à la pandémie constituent aussi un problème. Mais je pense que le plus grave danger de la pandémie est le fait qu'elle a déjà affecté l'économie du pays. Toutefois, la pandémie accélère aussi de plusieurs façons l'adoption du développement axé sur la TCI. Nous sommes donc aujourd'hui dans une période très incertaine.

Suite de la page 21

de prison pour ceux qui affichent délibérément de fausses informations. Il ajoute que son pays possède des portails et des sites Web dédiés sur lesquels les personnes peuvent obtenir des « informations authentiques ».

Il déclare que l'enjeu de la cybersécurité est plus important que jamais.

« Le recours croissant au cyberspace offre de nouvelles opportunités, mais en même temps de nouvelles menaces. Alors que les nouveaux crimes augmentent exponentiellement, le gouvernement reconnaît les menaces sérieuses dues à la cybercriminalité et leur impact sur l'infrastructure critique du pays. »

Le Dr Usmani et d'autres experts déclarent qu'il existe certains contrôles de sécurité de base que toutes les organisations devraient avoir, notamment un logiciel antivirus actualisé, un pare-feu et des mots de passe forts et spécifiques à l'application. Il est aussi nécessaire d'utiliser son bon jugement : pensez avant de cliquer.

La crise en cours du Covid-19 a provoqué une augmentation de la cybercriminalité, selon les experts.

« Pendant cette crise, qui a suscité un recours croissant aux systèmes informatiques, les appareils mobiles et l'internet pour travailler, communiquer, acheter, partager et recevoir des informations, une hausse soudaine du nombre d'incidents cybernétiques a été enregistrée, déclare le Dr Usmani. Un changement dans l'environnement de la menace cybernétique a été observé à Maurice. Les campagnes de hameçonnage, les fraudes en ligne et notamment l'extorsion, l'affichage d'un contenu offensif représentent la tendance actuelle, comparé aux autres types traditionnels d'incidents tels que le vol d'identité, le harcèlement cybernétique et le piratage, entre autres. »

Les experts déclarent que les risques croissent à mesure que la numérisation avance. Subheer Ramnoruth, directeur de l'école commerciale Whitefield à Curepipe (Maurice), déclare que les gens sont « vaguement conscients » des risques de cybersécurité, ce qui les rend simplement plus vulnérables aux menaces en ligne.

« Par exemple, lorsqu'on télécharge une appli pour téléphone mobile, est-ce qu'on se demande pourquoi l'appli nous demande la permission de voir nos images ou nos listes d'appels, déclare-t-il à Defimedia. Ou est-ce que nous essayons de déterminer s'il s'agit d'une appli authentique ou frauduleuse ? Pourquoi est-ce qu'une société investirait des centaines de milliers de roupies (mauriciennes) [plusieurs milliers de dollars] pour développer une appli, puis la donnerait gratuitement en ligne à tout le monde ? Il doit certainement exister un autre motif. » □



ILLUSTRATION PHOTO D'ADF

ELLES FONT BIEN PLUS QUE LEUR DEVOIR

LES FEMMES DE LA FORCE DE DÉFENSE DU LESOTHO PRENNENT SOIN DE LEURS COMMUNAUTÉS

CAPITAINE NOLUKHANYO NDLELENI, FORCE DE DÉFENSE DU LESOTHO

La participation des femmes dans la Force de défense du Lesotho (LDF) est cruciale. Elles constituent environ 16 % du personnel en uniforme et elles se retrouvent à tous les grades, depuis les niveaux d'entrée jusqu'à celui de brigadier. Mais les femmes ne travaillent pas seulement dans les « services de soutien » des forces armées. Elles sont aussi déployées dans les unités de combat et une majorité d'entre elles sont affectées dans les bataillons d'infanterie. En plus de leurs nombreuses tâches au sein de la LDF, elles offrent un service désintéressé à d'autres secteurs au-delà du militaire, en améliorant les conditions de vie des personnes de la communauté, notamment les enfants.

Ce pays de 30.000 kilomètres carrés et approximativement 2 millions d'habitants possède peu de préoccupations de sécurité internationale mais la LDF fait face à un grand nombre de problèmes concernant la sécurité nationale. Sa tâche principale consiste à protéger l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays, tout en soutenant aussi la constitution. Les patrouilles à la frontière avec l'Afrique du Sud sont l'une des responsabilités quotidiennes de la LDF. Les soldats surveillent certains points sensibles pour empêcher les traversées illégales et les vols de bétail, ainsi que la contrebande des armes à feu et du cannabis. La LDF assure aussi la sécurité des installations publiques telles que les barrages.

Elle joue un rôle secondaire pour assister les autres ministères de l'État. Lors de catastrophes naturelles telles que les fortes chutes de neige, elle travaille avec l'autorité de gestion des catastrophes du pays pour aider les personnes vulnérables. En outre, les personnes de plus de 70 ans ont droit à une pension mensuelle de vieillesse qui

est versée dans approximativement 300 lieux de paiement dans le pays. La LDF livre l'argent à ces centres de paiement par voie aérienne et y assure la sécurité.

Au cours des derniers mois, le personnel de la LDF a participé aux efforts liés au Covid-19 en effectuant le dépistage des ressortissants sothos retournant d'Afrique du Sud et d'autres parties du monde, dont la plupart utilisent des passages frontaliers non officiels. Les soldats assurent aussi la sécurité des installations de quarantaine.

Il est estimé que le revenu national brut du Lesotho est égal à 3.319 dollars US par habitant, ce qui est relativement élevé pour un pays en voie de développement. Mais la répartition de la richesse est très inégale. L'une des conséquences principales de cette inégalité est le taux élevé de pauvreté dans le pays. Environ 57 % de la population vit sous le seuil national de pauvreté.

À cause de ces réalités démographiques, le Lesotho nécessite des gens qui peuvent penser différemment, des gens qui sont désireux de servir plutôt que d'être servis. Les femmes de la LDF ont décidé de maîtriser leur combativité pour œuvrer au-delà des limites de leurs tâches habituelles.

INSPIRÉES À AGIR

Un incident tragique a servi d'inspiration pour que ces femmes assument une nouvelle responsabilité, celle d'aider les personnes les plus vulnérables du pays : les enfants orphelins.

C'est en 2010 qu'une femme soldat de la LDF, mère d'un jeune garçon, a été assassinée par l'homme qui vivait avec elle. Après le décès, le garçon n'avait pas d'autre membre



Le Lesotho, petit royaume sans littoral d'Afrique du Sud, se distingue par ses hautes altitudes et son terrain montagneux. C'est l'un de seulement trois pays dont le territoire est complètement entouré par un seul autre pays, et c'est le seul de ce type sur le continent africain. ILLUSTRATION D'ADF

de la famille qui pouvait prendre soin de lui, mais il a été rapidement adopté. Lorsque les femmes soldats ont contemplé le caractère tragique de cet événement, elles ont trouvé des moyens de soutenir les familles qui élèvent les orphelins. Elles ont établi un système pour empêcher la répétition de l'événement en offrant aux femmes soldats un moyen d'obtenir un counseling lorsqu'elles sont victimes d'abus. Les femmes soldats ont considéré la situation au-delà de l'affaire de 2010 pour rechercher des cas similaires et ont rallié les assistants sociaux pour aider les femmes de la LDF.

Toutes les femmes, à l'exception de celles qui suivent une formation de recrutement, participent à

et officiers sont déterminées à affronter les problèmes sociaux de la communauté tels que la pauvreté, l'analphabétisme et le grand nombre d'enfants rendus orphelins par le VIH/sida, parmi beaucoup d'autres. L'une des façons pour ces femmes de collecter des fonds dans le but de soutenir les enfants est de pratiquer des activités appelées mokhibo, danse traditionnelle des groupes féminins exécutée à genoux pendant les célébrations. Les femmes font des représentations de danse et vendent les tickets d'admission pour obtenir des fonds. Elles acceptent aussi les vêtements et autres donations d'articles à ces événements.

Les femmes exécutent une autre danse sotho



Une garde d'honneur entièrement formée de femmes soldats à l'aéroport international Moshoeshoe 1 de Maseru en août 2019. BUREAU DES AFFAIRES PUBLIQUES DE LA LDF



Des femmes de la LDF exécutent la danse sotho traditionnelle appelée mokhibo le jour où elles ont fait don de conteneurs de vêtements et de fournitures aux orphelins qu'elles assistent. BUREAU DES AFFAIRES PUBLIQUES DE LA LDF

traditionnelle appelée litolobonya, forme de chanson et de danse pour les jeunes filles et les femmes mariées seulement. La version de la litolobonya pour les jeunes filles peut être dansée à l'extérieur et observée par tout le monde. Toutefois, la version pour les femmes mariées est tout à fait secrète. Elle est dansée uniquement par celles qui ont accouché d'un bébé en vie et seulement devant d'autres femmes lors d'une présentation appelée pitiki.

Les femmes de la LDF acceptent des donations d'argent et de produits. Les orphelins reçoivent chaque année des articles nécessaires tels que les fournitures scolaires, les vêtements, la nourriture et autres donations. Les orphelins du personnel militaire peuvent avoir accès à des services de santé à l'hôpital militaire Makoanyane. Jusqu'à présent, toute l'aide provient des salaires des femmes soldats de la LDF et du prix des admissions aux représentations de danse. Aucun financement extérieur n'a été utilisé jusqu'à maintenant.

Pendant combien de temps ces efforts continueront-ils ? Il s'agit de quelque chose qui est fait par gentillesse, et non pas dans les limites des paramètres des obligations normales. Ces femmes ont démontré un service désintéressé, une discipline, un engagement et un dévouement envers la positivité. Elles ont aussi créé une façon d'assurer que leurs efforts soient gérés correctement. Leur initiative est bien structurée avec un comité de 14 membres pour superviser leurs efforts. Il est composé de femmes soldats de la LDF et d'une civile du département de comptabilité. Il possède une présidente, son adjointe, une secrétaire, deux trésorières, un officier des relations publiques et 8 membres qui représentent diverses unités de la LDF.

Ces femmes ont reçu un soutien incondtionnel de la part de leurs supérieurs de la LDF. La nature de leurs travaux humanitaires exige qu'elles s'éloignent de temps à autre de leurs fonctions officielles et les commandants les ont assistées en autorisant cette flexibilité. En 2019 le lieutenant-général Mojalefa Letsoela, commandant de la Force de défense du Lesotho, a remis des donations au nom des femmes lors de la célébration du Mois des femmes africaines, en démontrant ainsi son soutien aux efforts des femmes soldats.

Ces femmes ont démontré non seulement leur amour, mais un amour altruiste, pour leur pays et ses habitants les plus vulnérables. Un vrai soldat met en premier la sécurité des autres. Les efforts de ces soldats restent ignorés la plupart du temps. Le fait qu'elles aient consacré leur vie à l'amélioration de la vie des autres est une inspiration. Elles devraient être applaudies pour aller toujours plus loin en faisant don de leur argent et de leur temps pour affronter ces questions sociales importantes.

Bien qu'il ait commencé à un niveau bas, cet effort s'est développé pour aboutir à quelque chose dont les femmes de la LDF, et de tout le Lesotho, peuvent être fières. □



Au sujet de l'auteur : Le capitaine Nolukhanyo Ndleleni est membre de la Force de défense du Lesotho depuis 2003. Elle a suivi une formation d'élève officier en 2009-2010 à l'académie de formation des officiers en Inde, où elle a reçu le prix du meilleur étudiant international ainsi que beaucoup d'autres prix. Elle détient une maîtrise en administration des affaires de l'école commerciale Wits à Johannesburg (Afrique du Sud) et elle fait des études de doctorat à cette même école, avec une spécialisation en investissement social militaire. Elle est mariée et mère de deux enfants.

ÉLIMINER LE STRESS DU COVID-19





PERSONNEL D'ADF

Imaginez votre stress si vous êtes un professionnel de la santé travaillant pendant une pandémie mondiale mortelle.

L'équipement de protection individuelle manque. La maladie du Covid-19 est hautement contagieuse et peut se propager rapidement. Ceux qui sont les plus atteints par le virus nécessitent des soins médicaux intensifs, y compris un respirateur.

Les cliniciens doivent faire face au manque de sommeil et à des heures

innombrables loin de leur famille.

À l'hôpital national Kenyatta de Nairobi (Kenya), les professionnels de la santé essaient de faire quelque chose pour contrer tout ce stress latent. Le personnel infirmier a participé à un programme d'aptitude aérobique Zumba. Des douzaines d'infirmières vêtues d'une blouse bleue et portant un masque facial se sont alignées conformément aux pratiques de distanciation sociale sur le terrain de l'unité des maladies infectieuses.

Elles ont ensuite commencé à bouger en suivant le rythme.

La Zumba est un système de forme physique qui combine les mouvements d'une danse latine et la musique d'un certain nombre de styles différents, avec le potentiel de brûler des centaines de calories par session, selon l'effort physique.

Comme la plupart des exercices, la Zumba devrait fonctionner pour réduire le niveau de stress et revigorer les infirmières pour qu'elles continuent leur lutte.



UN ÉLAN MARITIME

**La coopération régionale pour traquer et libérer un
vaisseau détourné démontre les progrès effectués
par l'Afrique de l'Ouest pour sécuriser ses eaux**

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF



Le Hailufeng 11

CRESMAO

Lorsque des pirates ont repéré un chalutier de pêche rouillé au large de la Côte d'Ivoire, ils ont probablement pensé qu'il s'agissait d'une cible facile. Ces pirates lourdement armés ont pensé qu'ils pourraient rapidement prendre le contrôle du navire, le ramener dans la région du delta du Nigeria et rançonner son équipage. Il est aussi probable qu'ils prévoyaient de garder le chalutier comme « navire mère » pour leurs futurs détournements.

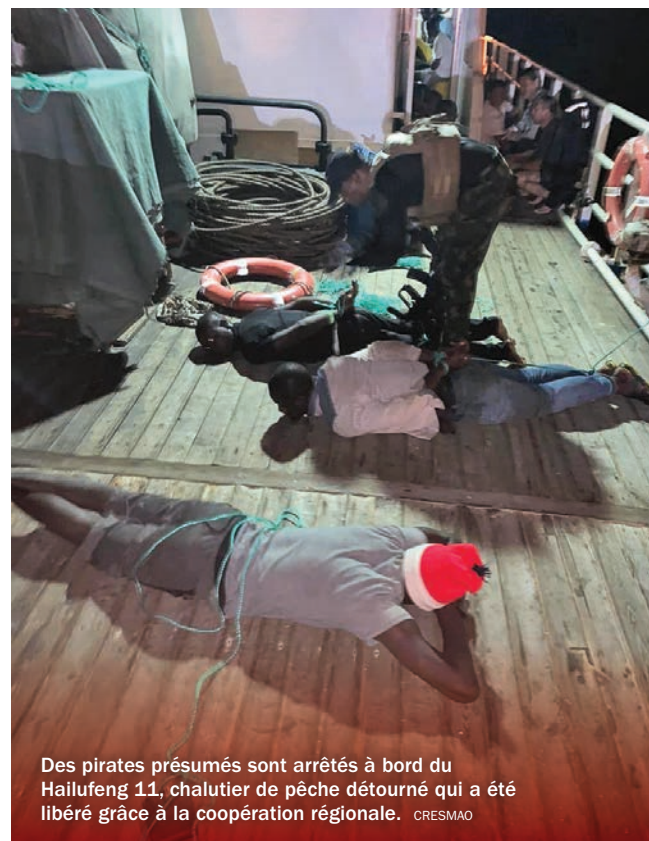
Les choses ne se sont pas déroulées comme prévues.

Le 15 mai 2020, 10 pirates ont abordé le Hailufeng 11 qui battait pavillon chinois, ils ont maîtrisé les 18 membres d'équipage et ont arrêté le système d'identification automatique (SIA). Le transpondeur du SIA diffuse l'emplacement du bateau et les pirates pensaient l'arrêter pour rendre le bateau invisible aux systèmes de surveillance.

Mais les autorités ont continué à les observer.

Les autorités reçurent un appel d'urgence du propriétaire du vaisseau et furent capables de tracer manuellement la dernière position connue du Hailufeng. Elles surveillèrent ses mouvements en temps réel à l'aide des outils de sensibilisation au domaine maritime (MDA) que tous les pays de la région partagent. Alors que le vaisseau détourné traversait les eaux du Ghana, du Togo et du Bénin, les professionnels de la MDA dans ces pays l'ont traqué, ont échangé des informations et ont envoyé des bateaux pour le pourchasser.

Lorsque le vaisseau pénètre dans les eaux nigérianes le 16 mai, le navire Nguru de la marine nigériane l'attend. Le Nguru se place à côté du bateau de pêche à environ 140 milles marins au Sud de Lagos et lui ordonne d'arrêter ses moteurs. Lorsque les pirates refusent, des commandos nigériens conduisent une opération d'abordage en présence d'opposition, en montant à bord du Hailufeng alors qu'il navigue à plus de 9 nœuds.



Des pirates présumés sont arrêtés à bord du Hailufeng 11, chalutier de pêche détourné qui a été libéré grâce à la coopération régionale. CRESMAO



Des forces spéciales de la marine nigérienne se préparent à appréhender des pirates dans un scénario simulé pendant un exercice militaire conjoint de cinq jours entre les marines nigérienne et française. AFP/GETTY IMAGES

Les marins et l'équipage ne subirent pas de blessures et la marine nigérienne escorta le Hailufeng au port de Lagos et plaça les pirates entre les mains de la justice.

« La marine nigérienne a la capacité et la volonté d'affronter ces criminels », a déclaré le commodore Ibrahim Shettima de la marine nigérienne lors de l'annonce des arrestations.

Le commodore Shettima a remercié tout spécialement le pays voisin du Bénin qui avait partagé des informations avec les autorités nigériennes. « Ceci souligne le besoin de coopération régionale accrue en termes de partage des informations et de développement additionnel de la capacité de réponse », déclare le commodore Shettima.

Le détournement déjoué met en évidence les avancées qui se sont produites dans la région en quelques années seulement. La coopération, la technologie et la formation démontrées lors de cet effort de sauvetage de 39 heures auraient été impossibles il y a peu de temps, selon les experts.

Cela « a démontré la maîtrise de l'utilisation des systèmes de surveillance des navires par les experts de la région et leur utilité pour surveiller les vaisseaux, lutter contre la pêche [illégitime] et protéger les vies humaines et les biens », déclare Seraphin Dedi, secrétaire général du Comité des pêcheries pour le golfe de Guinée Centre-Ouest.

Sea Vision

Le suivi de tous les navires traversant une grande zone marine est difficile. En Afrique de l'Ouest où les marines peuvent avoir seulement quelques vaisseaux d'eaux profondes et peu de ressources aériennes, c'est encore plus difficile. La technologie peut être un multiplicateur de force.

Depuis 2012, un outil numérique économique joue un rôle majeur pour améliorer la MDA dans les pays africains côtiers. Sea Vision a été créé par le département américain des Transports sur la demande des Forces navales en Afrique (NAVAF) et a été offert gratuitement aux marines africaines. À l'époque, la criminalité maritime était une

menace croissante et les marines du monde entier se précipitaient pour combler leur retard. « Nous avons toujours bien traqué les forces ennemies (forces rouges) et nos forces (forces bleues). Mais le suivi des navires marchands n'était pas vraiment ce que nous faisions habituellement », déclare David Rollo, directeur du projet MDA des NAVAf.

Sea Vision est un outil MDA non confidentiel nécessitant seulement une connexion Internet, un nom d'utilisateur et un mot de passe. Il permet aux utilisateurs de suivre les vaisseaux commerciaux dans le monde. Sea Vision utilise les données SIA provenant des radars côtiers, des satellites et d'autres sources pour fournir une image complète de la position d'un navire, de ses positions antérieures et des personnes et des marchandises qui se trouvent à bord. C'est un changement de donne pour de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ; il a été adopté dans toute l'Afrique de l'Ouest, de l'Angola à la Mauritanie.

« Il s'est étendu rapidement, déclare M. Rollo. Il y avait beaucoup de gens qui l'utilisaient parce que, à l'époque, il y avait beaucoup de pays qui n'avaient pas de radar côtier. »

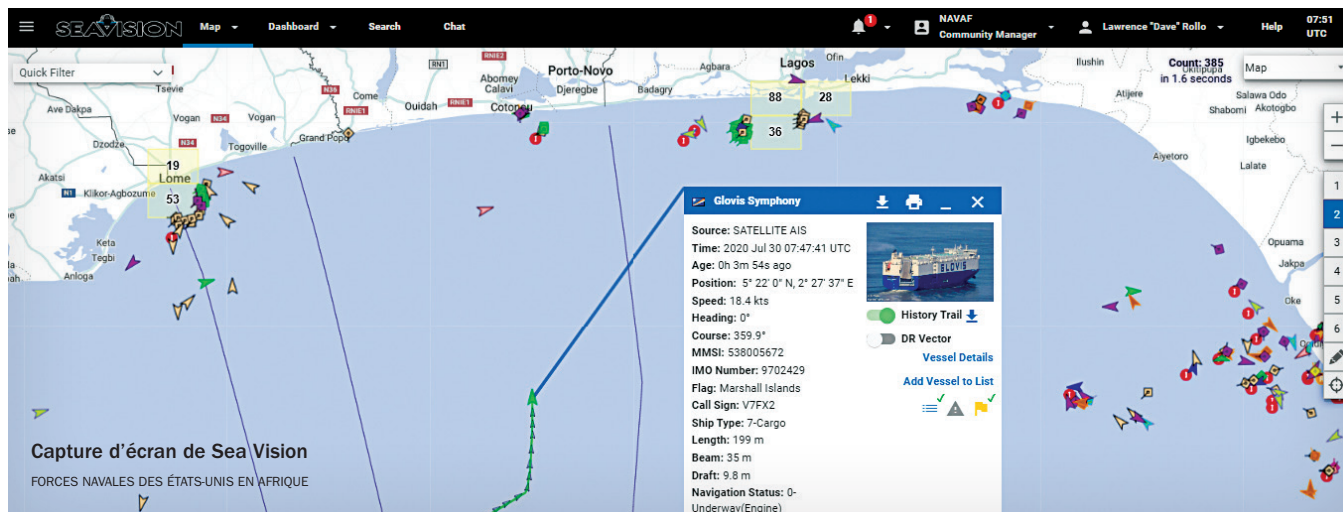
Aujourd'hui, Sea Vision est le seul outil MDA partagé entre les 25 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui font partie de l'architecture de sécurité maritime régionale appelée Code de conduite de Yaoundé. Les utilisateurs, situés typiquement dans les centres opérationnels maritimes des pays individuels, peuvent créer des listes de vaisseaux, des recherches personnalisées et des alertes en fonction d'une vaste gamme de critères. Il existe aussi une fonction de chat permettant aux utilisateurs d'échanger des informations. Dans les groupes des communautés, les utilisateurs peuvent poser des questions ou afficher des informations pour le bénéfice de tous.

Cette capacité MDA et l'échange d'information ont conduit à des réponses plus rapides et une meilleure sensibilisation de ce qui se passe, en particulier dans le golfe de Guinée.

« Auparavant, si un chalutier de pêche était détourné, l'information était passée au chef d'état-major de la marine (CNS) d'un pays, ce dernier contactait le CNS d'un autre pays et l'information pouvait peut-être se propager vers des niveaux plus bas, mais deux ou trois jours s'écoulaient, puis il était trop tard, déclare M. Rollo. Maintenant, ils transmettent rapidement les informations. C'est étonnant. »

La collaboration est promue par l'exercice maritime annuel Obangame Express parrainé par les États-Unis. Pendant la dernière décennie, Obangame a permis aux professionnels de la MDA des pays d'Afrique de l'Ouest de se réunir annuellement, collaborer et développer des liens de confiance.

« Ils travaillent tous ensemble pendant les exercices. Et les organisateurs accueillent les gens provenant de pays différents et les réunissent intentionnellement, déclare Rollo. Ils se connaissent désormais entre eux et ils pratiquent le chat au niveau professionnel et personnel. Lorsque quelque chose se produit, ils ont déjà des gens qu'ils peuvent contacter. »



Le suivi de tous les navires traversant une grande zone marine est difficile. En Afrique de l'Ouest où les marines peuvent avoir seulement quelques vaisseaux d'eaux profondes et peu de ressources aériennes, c'est encore plus difficile. La technologie peut être un multiplicateur de force.

Le Code de conduite de Yaoundé

Le sauvetage du Hailufeng souligne aussi le développement du Code de conduite de Yaoundé. Ce code signé en 2013 par 25 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale fournit la structure pour les opérations maritimes conjointes, le partage du renseignement et l'harmonisation des cadres juridiques. Le code comprend cinq zones, deux centres régionaux et un centre de coordination inter-régional qui surveillent plus de 6.000 kilomètres de côte et 12 ports principaux.

Selon l'analyse du Dr Ian Ralby, expert en sécurité maritime et PDG de I.R. Consilium, les informations concernant le détournement du 15 mai ont été transmises rapidement et avec précision aux autorités compétentes. Il écrit que le ministère ivoirien chargé de la pêche avait d'abord sonné l'alerte, puis il avait partagé les informations avec la commission interministérielle permanente pour l'action de l'État en mer, laquelle les avait partagées avec les autorités zonales et régionales de l'architecture de Yaoundé.

Le Dr Ralby déclare que ce partage d'information avait été conduit par le centre de coordination maritime multinational de la zone E, qui inclut le Bénin, le Nigeria et le Togo. Le centre régional appelé CRESMAO, qui gère les eaux d'Afrique de l'Ouest, a joué un rôle de coordination, tout comme le CRESMAC, son homologue d'Afrique centrale, qui était prêt à envoyer des navires si la poursuite continuait au-delà des eaux nigérianes.

« Bien que la marine nigériane mérite des éloges pour ce succès opérationnel, il y a beaucoup d'organismes sans lesquels la situation n'aurait pas été résolue aussi rapidement ou avec autant de succès », écrit le Dr Ralby dans un article publié dans *The Maritime Executive*.

Le succès de cette interdiction contraste avec le détournement du navire pétrolier MT Maximus en 2016. Lors de cet incident, les marines régionales se sont appuyées fortement sur des marines étrangères pour recevoir une assistance.

« Beaucoup ont opiné que l'incident de 2016 n'aurait pas enregistré un succès sans l'assistance des marines étrangères qui ont œuvré pour traquer le vaisseau et coordonner le flux d'information le concernant, écrit le Dr Ralby. Cette fois-ci, l'architecture de Yaoundé et les états de la région ont pu agir sans aucune intervention étrangère. »

Les 10 arrestations ont aussi souligné un autre développement positif. En 2019, le Nigeria a adopté la Loi sur la suppression de la piraterie et des autres offenses maritimes. Elle a modernisé les lois anti-piraterie du pays et prévoit des peines dures de prison entre 15 ans et la perpétuité et des amendes pouvant aller jusqu'à 500 millions de nairas (1,3 million de dollars) pour les personnes ou les organisations reconnues coupables de crimes maritimes.

Lors des itérations récentes d'Obangame Express, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a analysé les lois maritimes nationales et organisé des procès simulés pour piraterie. Plusieurs pays, notamment le Nigeria, ont actualisé ou sont en cours d'actualiser leurs lois anti-piraterie.

Les pirates qui ont détourné le Hailufeng seront parmi les premiers à être l'objet de poursuites dans le cadre du nouveau statut du Nigeria.

« Nos arrestations récentes ont montré à la communauté internationale que nous ne traitons pas les situations illégales dans nos eaux avec ménagement », déclare le Dr Bashir Jamoh, directeur général de l'administration maritime et l'agence de sécurité du Nigeria. □



le FRANCHISAGE *du* CRIME

*Les braconniers de rhinocéros et d'ivoire ont
développé des syndicats du crime sophistiqués.
Certains les appellent des McMafias.*

PERSONNEL D'ADF



Un tribunal du Malawi a condamné 9 membres de la bande de trafic de faune sauvage Lin-Zhang à un total de plus de 56 ans de prison pour leur commerce des espèces menacées en Afrique.

Cette bande, désignée par les noms de l'homme et de la femme qui étaient ses chefs, était l'un des syndicats de trafic de faune sauvage les plus notoires du monde et travaillait au Malawi depuis 10 ans, selon la déclaration des groupes de conservation à Voice of America.

Les membres de la bande ont été reconnus coupables du trafic des cornes de rhinocéros, de l'ivoire, des dents d'hippopotame et des écailles de pangolin.

De telles bandes et syndicats, appelés aussi groupes McMafias, se sont avérés très difficiles à poursuivre en justice. Mais comme l'ont montré certains procès de grande notoriété tels que celui du groupe Lin-Zhang, un gouvernement honnête et persévérant peut obtenir justice.

La BBC déclare que ces barons du crime organisent le braconnage du rhinocéros dans les communautés rurales « où les habitants sont désespérément pauvres et savent comment traquer et chasser la faune sauvage ».

« Ces groupes peuvent avoir une petite taille mais ont des ressources et des connexions suffisantes pour exploiter disproportionnellement l'environnement régional et les habitants locaux. »

~ Poaching Facts

Le procureur sud-africain Ansie Venter a dit à la BBC comment les chasseurs obtiennent les cornes de rhinocéros :

« Ces animaux majestueux sont immobilisés avec des fusils de chasse de haut calibre avant qu'on leur scie les cornes alors qu'ils sont toujours en vie et conscients. On les laisse ensuite saigner lentement jusqu'à ce qu'ils meurent. Les braconniers ne veulent pas les tuer immédiatement parce que les rhinocéros morts attirent les vautours, qui à leur tour attirent l'attention des gardes forestiers. »

L'International Rhino Foundation [Fondation internationale du rhinocéros] a signalé en 2018

que pendant 5 ans les rhinocéros africains avaient été victimes du braconnage à une fréquence de 3 par jour. De récents efforts de conservation ont fait la différence en sauvant certaines de ces espèces de l'extinction, mais même les populations de ces espèces ne sont qu'une fraction de ce qu'elles étaient il y a seulement 50 ans.

Les conservationnistes déclarent que le braconnage du rhinocéros a augmenté de 9.000 % entre 2007 et 2014. Les cornes de rhinocéros valent aujourd'hui plus que la cocaïne, l'héroïne ou l'or. Selon le lieu où elles sont vendues, elles peuvent rapporter entre 25.000 et 60.000 dollars le kilo.

Et tout cela pour quelque chose qui n'a aucune valeur médicale. La corne de rhinocéros est utilisée dans la médecine chinoise traditionnelle mais elle contient surtout de la kératine, substance ordinaire qui se retrouve dans les cheveux et les ongles des humains ou les sabots des animaux. Sa valeur curative est due à la superstition.

Les poursuites en justice du syndicat Lin-Zhang constituent un rare moment où toutes les composantes nécessaires d'un système judiciaire ont été réunies. Max Graham du groupe écologique Space for Giants décrit de cette façon le processus dans le journal britannique *The Independent* :

« Pensez pendant un moment à toutes les étapes nécessaires pour atteindre cet objectif. Les gardes forestiers ont nécessité une formation, un équipement et des salaires pour conduire des patrouilles dans la brousse et être mis au courant des opérations de la bande. Les enquêteurs spécialistes ont nécessité plusieurs mois pour gagner la confiance des informateurs. La police a dû conduire une opération d'arrestation délicate, puis réunir des preuves tout en se protégeant contre la corruption. Les procureurs ont nécessité un dossier irréfutable et le magistrat a dû gérer le procès pour le faire avancer et produire une décision irrécusable. »

LE CRIME « FRANCHISÉ »

Dans le livre de 2008 du journaliste Misha Glenny, *McMafia*, il raconte comment ces barons chasseurs de rhinocéros ont créé leurs réseaux mondiaux. Il s'est entretenu avec Mark Galeotti, expert du crime transnational en Russie, qui lui a expliqué que les syndicats du crime « franchisés » ont leur racine en république de Tchétchénie.

« La mafia tchétchène est devenue une marque, une franchise : la McMafia si vous voulez, déclare M. Galeotti. Ils vendent l'appellation "tchétchène" aux rackets de protection



dans les autres villes du moment qu'ils paient, bien entendu, et du moment qu'ils tiennent toujours leurs promesses. »

Ce modèle de franchise du crime organisé s'est depuis lors propagé dans le monde entier, vers l'Asie, l'Amérique du Sud et l'Afrique. Ces syndicats du braconnage ne se limitent pas aux cornes de rhinocéros : ils font le trafic d'autres espèces sauvages menacées, de stupéfiants, de personnes, d'armes, d'alcool et de cigarettes.

« Les syndicats de petite échelle et au niveau régional conduisent des opérations de braconnage et de trafic sur le terrain et paient de petites sommes aux braconniers et aux courriers pour acquérir les parties du corps des animaux », selon un rapport du groupe de recherche Poaching Facts. « Ces groupes peuvent avoir une petite taille mais ils ont des ressources et des connexions suffisantes pour exploiter disproportionnellement l'environnement régional et les habitants locaux. Ces syndicats sont aussi responsables pour créer ou soutenir des réseaux de trafic et ils peuvent aussi distribuer des armes ainsi que des pots-de-vin aux officiels et à la police. »

Heather Merritt du département d'État des États-Unis a mis l'accent sur le fait que, souvent, les syndicats du crime « s'engagent dans de multiples secteurs de criminalité et ces réseaux peuvent faire le trafic de la faune sauvage, des stupéfiants et des personnes ».

Lors d'une conférence de presse en juillet 2020 sur un syndicat du crime actif au Mozambique, elle déclare : « Le trafic des stupéfiants peut financer indirectement certains réseaux et activités terroristes, lorsque les trafiquants versent de l'argent pour sécuriser leur passage dans les zones non gouvernées et sur les routes qui ont aussi été exploitées par des entités terroristes. »

Le syndicat de l'enlèvement est relativement nouveau. Fin juillet 2020, la police a arrêté 4 personnes pour avoir cambriolé une maison hors de Johannesburg (Afrique du Sud) qui était soi-disant utilisée par un syndicat de l'enlèvement. La police était descendue sur la maison quelques jours auparavant et avait arrêté 5 personnes après avoir reçu des informations selon lesquelles elle était utilisée comme base par le syndicat de l'enlèvement. TimesLIVE d'Afrique du Sud a indiqué que les 4 personnes arrêtées étaient censées être membres du syndicat, ce qui a amené à 9 le nombre total de personnes arrêtées.

SHETANI ET LA « REINE DE L'IVOIRE »

Les autorités ont arrêté en octobre 2015 Boniface Matthew Mariango, braconnier d'éléphants de haut rang et chef d'un syndicat de braconnage, à la suite d'une investigation qui avait commencé en juin 2014. C'était l'un des braconniers présentés dans le documentaire *The Ivory Game* [Le jeu de l'ivoire].

Un garde de prison tanzanien escorte Yang Fenglan, la notoire « Reine de l'ivoire » de Chine, devant un tribunal en 2016.

AFP/GETTY IMAGES

Les conservationnistes déclarent que le braconnage du rhinocéros a augmenté de 9.000 % entre 2007 et 2014. Les cornes de rhinocéros valent aujourd'hui plus que la cocaïne, l'héroïne ou l'or. Selon le lieu où elles sont vendues, elles peuvent rapporter entre 25.000 et 60.000 dollars le kilo. Et tout cela pour quelque chose qui n'a aucune valeur médicale.



Un rhinocéros blanc du Sud et son petit paissant dans le parc national de Nairobi au Kenya le 15 juin 2020. REUTERS

Connu par la police sous le nom de « Shetani », mot swahili signifiant « diable », M. Mariango a été le boss d'au moins 15 syndicats de braconnage et il est accusé de la mort de milliers d'éléphants en Tanzanie, au Burundi, au Kenya, au Mozambique et en Zambie. La BBC a signalé que les autorités ont dit qu'il fournissait aussi des camions et des armes aux syndicats de braconnage.

Lorsqu'il a été arrêté, il essayait de transporter en contrebande 118 défenses d'une valeur de plus de 863.000 dollars, selon le Fonds mondial pour la nature. En mars 2017, un tribunal tanzanien condamna M. Mariango à 12 ans de prison. Un tribunal supérieur rejeta son appel l'année suivante.

M. Mariango a été accusé de fournir de l'ivoire à Yang Fenglan, femme d'affaires chinoise notoire appelée la « Reine de l'ivoire », qui avait été poursuivie en Tanzanie pour le trafic de plus de 700 défenses d'éléphant d'une valeur de 2,5 millions de dollars. En février 2019, un tribunal la condamna à 15 ans de prison. Le tribunal ordonna aussi que sa propriété personnelle soit confisquée.

Mme Yang a été qualifiée extraordinairement de « baronne » du crime organisé de l'Afrique à la Chine. Elle représente aussi un phénomène rare car la plupart des arrestations et des convictions pour trafic d'ivoire concernent des contrebandiers et des acteurs mineurs de bas niveau.

L'unité d'investigation des crimes nationaux et transnationaux sérieux de Tanzanie l'a traquée pendant plus d'un an. Elle a été arrêtée après une poursuite en voiture à grande vitesse et elle a été accusée de contrebande d'ivoire entre 2000 et 2014.

Mme Yang est née à Pékin et a étudié en Chine le swahili, qu'elle parle couramment. Elle s'est rendue en Tanzanie pour la première fois dans les années 1970. Elle a travaillé comme traductrice pour le chemin de fer Tanzanie-Zambie que la Chine avait aidé à construire. *China Daily* signale qu'elle est revenue en Chine en 1975 après la construction du chemin de fer et qu'elle a travaillé dans le département du commerce extérieur du gouvernement chinois.

En 1998, elle est revenue en Tanzanie et a créé deux entreprises dans le même édifice : un restaurant chinois au rez-de-chaussée et une société d'investissements, Beijing Great Wall Investment, au premier étage.

En 2012, elle était secrétaire générale du Tanzania China-Africa Business Council. « Je suis moi-même la meilleure illustration de l'amitié entre la Chine et la Tanzanie »,



déclarait-elle, selon le reportage de la BBC.

Mais les enquêteurs ont dit qu'elle menait une double vie et que, grâce à ses nombreuses connexions commerciales et sociales, elle était devenue un lien clé entre les braconniers d'ivoire d'Afrique de l'Est et les acheteurs de Chine et d'autres régions d'Asie. Les responsables déclarent qu'elle a mené cette double vie pendant plus de dix ans. L'Elephant Action League [Ligue d'action pour les éléphants] déclare que Mme Yang était « associée à diverses sociétés étrangères, toutes détenues par des Chinois, et qu'elle gravitait autour des échelons supérieurs des citoyens chinois qui vivaient et travaillaient en Tanzanie ».

« Lorsque nous pensons à un baron, nous pensons à quelqu'un comme Al Capone », déclare Andrea Crosta de la ligue à la BBC. « Mais c'était quelqu'un qui fréquentait les élites du pays, quelqu'un qui s'intégrait bien. »

Bien qu'une grande quantité de l'ivoire de Mme Yang transportée par contrebande soit allée en Chine, son pays natal a accepté rapidement sa conviction et a refusé de l'aider.

Avec ses aptitudes et ses connaissances d'initié des gouvernements de Chine et de Tanzanie, c'était l'archétype d'un boss du crime organisé. Elle est devenue la cheville ouvrière d'un réseau de responsables locaux corrompus qui travaillaient avec des criminels d'Asie de l'Est. Une telle combinaison, déclare le journaliste Glenn, « crée un problème particulier pour les forces de l'ordre traditionnelles et nécessite une énorme quantité de ressources ». Même lorsque les barons de la contrebande sont arrêtés, leur pouvoir et leur influence rendent difficiles les poursuites. Dans au moins deux affaires de haute visibilité, les chefs de deux syndicats de contrebande ont pu éviter les poursuites pendant des années.

Dans le cas de la reine de l'ivoire, la Tanzanie a trouvé la volonté et les ressources d'obtenir une condamnation. □

Boniface Matthew Mariango, braconnier d'éléphants et chef d'un syndicat de braconnage. Les forces de l'ordre l'appellent « Shetani », mot swahili qui signifie « diable ».

TERRA MATER
FACTUAL STUDIOS



ILLUSTRATION D'ADF

LA DEMANDE CHINOISE **ENCOURAGE** **LE COMMERCE ILLÉGAL** **— DU BOIS DE ROSE —**

LES FORÊTS SÉNÉGALAISES IRREMPLAÇABLES
SONT SAUVAGEMENT DÉNUDÉES

PERSONNEL D'ADF

En Gambie, le bois de rose fait l'objet d'un grand commerce.

Les marchands chinois l'achètent, à hauteur de plusieurs centaines de milliers de tonnes au cours des dernières années, bien qu'il soit illégal de l'exploiter. Les responsables gouvernementaux reçoivent des pots-de-vin pour détourner les regards, disent les bûcherons aux journalistes. Les hommes d'affaires sénégalais et gambiens en profitent, comme le font certains groupes armés. Le Mouvement des forces démocratiques de Casamance, organisation séparatiste qui lutte depuis 1982 pour l'indépendance de la région sénégalaise de Casamance, est financé en partie par le trafic du bois.

La Gambie, qui est la plus petite nation d'Afrique continentale, a perdu presque tout son bois de rose il y a 10 ans, mais elle continue d'être classée parmi les 5 plus gros exportateurs mondiaux de bois de rose. Le bois de rose expédié par la Gambie est volé dans la région de Casamance au pays voisin du Sénégal. L'agence de développement de l'Union africaine

a décrit Casamance comme « le poumon vert et le dernier bastion de la forêt au Sénégal ».

Depuis 2017, l'arbre de bois de rose d'Afrique de l'Ouest est doté d'une protection internationale. Il figure à l'Annexe II de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, appelée CITES. Le traité protège l'environnement des êtres vivants. Le gouvernement de la Gambie, comme celui du Sénégal, a signé la convention, qui autorise un commerce soigneusement régulé du bois de rose dans la mesure où il est légal et durable.

Le gouvernement du Sénégal a lutté contre l'abattage illégal en révisant son code des forêts. AFR100, l'initiative de restauration du paysage forestier d'Afrique, signale que la révision du code impose des sanctions plus sévères, renforce le personnel forestier et utilise les forces armées sénégalaises pour patrouiller à la recherche des bûcherons illégaux et des contrebandiers.



Des travailleurs de Gambie et de Guinée chargent le bois sur des conteneurs en compagnie d'un homme d'affaires chinois.

REUTERS

Les résultats de la mise en application de la loi montrent que l'abattage illégal commence à un niveau de base : au cours d'une seule semaine, les responsables de la région de Kolda ont saisi 119 charrettes, 43 chevaux, 98 ânes, 2 tronçonneuses, 2 scies à deux hommes, 2 haches et 2 motos.

C'est une question d'offre et de demande, et la demande provient surtout de la Chine où ce bois dense et d'une grande beauté est utilisé dans la confection des meubles. La Chine avait interdit l'abattage dans ses propres forêts naturelles et, pendant une certaine période, elle obtenait son bois de rose de Malaisie et d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Après avoir consommé le bois de rose de ces pays, la Chine a commencé à l'abattre en Afrique en 2010, selon Naomi Basik Treanor de l'organisme caritatif Forest Trends.

« Le commerce du bois de rose de "Sénégal" est semblable à celui des diamants conflictuels, déclare-t-elle à la BBC. La nature du conflit au Sénégal et les frontières très poreuses en font un commerce qui est très difficile à contrôler. »

UNE AGENCE ENQUÊTE

La BBC signale que la Chine a importé plus de 300.000 tonnes de bois de rose d'Afrique de l'Ouest à partir de la Gambie depuis 2017. En juin 2020, l'organisation sans but lucratif Environmental Investigation Agency [Agence pour les enquêtes écologiques] a publié les résultats de son investigation de trois ans sur le trafic

du bois de rose entre le Sénégal, la Gambie et la Chine. Le rapport présente les résultats suivants :

- Il est estimé que 1,6 million d'arbres ont été illégalement récoltés au Sénégal et passés en contrebande en Gambie entre juin 2012 et avril 2020.
- Le trafic du bois de rose entre le Sénégal et la Gambie a été en grande partie contrôlé par le Mouvement des forces démocratiques de Casamance.
- Les trafiquants eux-mêmes déclarent que des responsables gambiens de haut niveau ont contourné l'interdiction d'exportation mise en place par l'administration gambienne actuelle.
- Les trafiquants ont utilisés la société politiquement puissante Jagne Narr Procurement & Agency Services pour contourner l'interdiction.

Les chiffres d'importation/exportation ne sont pas cohérents. La Gambie a signalé des exportations de bois de rose d'une valeur de 471 millions de dollars de moins que les importations déclarées par ses partenaires commerciaux entre 2010 et 2018, selon l'EIA. Autrement dit, la Chine achète encore plus de bois que la Gambie ne reconnaît en vendre.

COMMENT ARRÊTER CELA

Dans son investigation du trafic du bois de rose, la BBC a découvert au moins 12 dépôts contenant du

Suite à la page 45



Des travailleurs de Gambie et de Guinée
chargent le bois sur un conteneur. REUTERS



UN GROUPE VA FORMER **8.000** FERMIERS AFRICAINS

PERSONNEL D'ADF

Une organisation déterminée à revitaliser durablement les terres arables formera plus de 8.000 fermiers subsahariens dans la gestion du sol, y compris certains au Sénégal, dans le cadre d'un programme de 4 ans.

Le projet Forest Gardens [Jardins de forêt] est une tâche de Trees for the Future [Des arbres pour le futur], organisation assistant les communautés du monde entier à cultiver les arbres grâce à la distribution des semences.

AFRIK21 signale que, grâce à ce programme, les agriculteurs peuvent planter des milliers d'arbres pour protéger leur sol et restaurer les nutriments. Les agriculteurs bénéficieront ainsi d'une augmentation de leurs revenus et d'une meilleure sécurité alimentaire, un an seulement après le lancement du programme.

Les pays participants sont le Cameroun, le Kenya, l'Ouganda, le Sénégal et la Tanzanie.

Les fermiers apprendront comment créer des jardins forestiers sur leur terre. Le but est d'améliorer la santé et la biodiversité du sol, cultiver des récoltes diverses et riches en nutriments, augmenter les revenus et s'adapter aux changements climatiques.

« Comme la plupart des fermiers du monde, ces fermiers pratiquent depuis des générations l'agriculture à sens unique, en utilisant l'intensification de la monoculture », déclare Brandy Lellou de Trees for the Future à AFRIK21. « Grâce à l'approche de Forest Garden, les fermiers apprennent comment diversifier les récoltes, restaurer les sols et maximiser le

potentiel complet de leur terre. »

« Les fermiers constatent que leur nutrition et leurs revenus commencent à s'améliorer graduellement au cours des deux premières années, et à la fin de la quatrième année, un jardin forestier de 0,4 hectare possède typiquement 2.500 arbres environ. »

Trees for the Future déclare que la formation est divisée en cinq phases :

L'identification : l'organisation identifie 200 familles fermières dans le besoin, sélectionne des techniciens de formation et prépare les matériaux pour le lancement.

La protection : au cours de la première et la deuxième années, les fermiers plantent 2.500 arbres et arbustes à croissance rapide qui créent une barrière protectrice qui stabilise le sol.

La diversification : au cours de la deuxième et la troisième années, les fermiers apprennent à diversifier leurs champs avec des légumes et des arbres fruitiers pour satisfaire aux besoins de nutrition et de vente de la famille.

L'optimisation : au cours de la troisième et la quatrième années, les fermiers apprennent la gestion avancée de Forest Gardens et la conservation pour optimiser la santé à long terme et la productivité de la terre.

Le diplôme : au cours de la quatrième année, Trees for the Future met en œuvre une stratégie de durabilité pour chaque fermier. Une cérémonie de remise de diplômes célèbre la fin du programme pour le fermier.

Une fermière sénégalaise cultive des semis dans sa pépinière.

TREES FOR THE FUTURE

« C'EST LA GAMBIE QUI DOIT METTRE FIN À L'EXPORTATION DU BOIS DE ROSE. »

– **Haïdar El Ali**, écologiste et ex-ministre sénégalais de l'Environnement



ILLUSTRATION D'ADF

Suite de la page 42

bois de rose et d'autres bois le long de la frontière de 170 kilomètres entre le Sénégal et la Gambie. Ils étaient tous en territoire gambien. Malgré l'illégalité de la récolte des arbres de bois de rose du Sénégal, la BBC a observé cette récolte effectuée ouvertement.

Officiellement, le gouvernement gambien a interdit l'importation du bois de rose d'Afrique de l'Ouest provenant du Sénégal. Conformément à la Loi gambienne sur les forêts de 2018, l'importation depuis un autre pays est légale uniquement si elle se fait par un port d'entrée officiel.

L'EIA déclare que le commerce illégal pourrait être stoppé « presque instantanément » si la Gambie établissait un quota d'exportation égal à zéro pour le bois et en informait toutes les parties de la convention, y compris la Chine, qui auraient l'obligation d'empêcher les expéditions d'entrer dans ses ports.

« Ceci pourrait changer la donne pour la Gambie, ainsi que pour les habitants et les forêts du Sénégal, et permettrait d'avancer vers une approche coordonnée en Afrique de l'Ouest pour sauver l'une des espèces sauvages les plus trafiquées du monde, et pour combattre la désertification et le changement climatique », déclare Kidan Araya, coordinateur du programme Afrique pour l'EIA.

L'EIA déclare que les organismes internationaux doivent faire pression sur la Gambie pour

fermer ses centres de trafic du bois, et que les autres parties impliquées dans ce trafic doivent prendre une position.

La société maritime Compagnie maritime d'affrètement - Compagnie générale maritime (CMA CGM) a bien reçu le message. La société, quatrième transporteur du monde, déclare qu'elle a conduit ses propres investigations après la publication des rapports de récolte illégale.

« Il y avait probablement du bois de rose protégé dans leurs expéditions entre la Gambie et la Chine », déclare Guilhem Isaac Georges de la CMA CGM à la BBC. Il déclare que la société a « décidé de suspendre les exportations de bois de ce pays jusqu'à nouvel ordre ». L'EIA pense que c'est la première fois qu'une société maritime a interdit l'expédition d'une classification entière de produits.

La société déclare aussi qu'elle prévoit de créer une liste noire mondiale de transporteurs engagés dans le commerce illégal des espèces protégées et menacées.

Mais Haïdar El Ali, écologiste et ancien ministre sénégalais de l'Environnement, déclare que la Gambie reste l'acteur principal de l'arrêt du trafic.

« C'est la Gambie qui doit mettre fin à l'exportation du bois de rose, déclare-t-il à la BBC. Ils font de beaux discours, de belles promesses. Ils disent "nous allons nous arrêter", mais en réalité ce n'est pas vrai. » □

UN PRIX

bien lourd à payer

LA CRISE DU COVID-19 A
EXPOSÉ LE COÛT VÉRITABLE
DE LA DETTE DE L'AFRIQUE
À L'ÉGARD DE LA CHINE

Le Heroes National Stadium est un stade à usages multiples à Lusaka (Zambie). Il est utilisé principalement pour les matchs de football et a été financé avec un prêt chinois de 94 millions de dollars.



PERSONNEL D'ADF

Les visiteurs à Lusaka, capitale de la Zambie, n'ont pas à aller loin pour constater l'impact de la Chine.

Les passagers arrivent à l'aéroport international Kenneth Kaunda aux murs vitrés, qui a coûté 100 millions de dollars. Ils passent à côté des équipes de construction qui bâtissent la chaussée de Lusaka-Ndola à un coût de 1,2 milliard de dollars. Les amateurs de football peuvent regarder un match au National Heroes Stadium de 60.000 personnes, qui a coûté 94 millions de dollars. Et lorsque les lampes s'allument, l'électricité est produite par le barrage de Kariba et la centrale hydroélectrique sur le Zambèze.

Tous ces projets ont été financés par des emprunts chinois et construits par des entrepreneurs chinois.

Il est impossible de ne pas les remarquer. Ce qui est plus difficile de noter, c'est leur impact sur l'économie du pays. La dette extérieure de la Zambie est estimée à 11,2 milliards de dollars. La moitié environ est détenue par la Chine. Chaque année, 40 à 50 % du revenu national de la Zambie sert au remboursement de la dette, ce qui signifie que, après avoir payé les salaires des employés du secteur public, une petite portion du budget est disponible pour financer les besoins tels que l'éducation et les soins de santé.

Lorsque les observateurs regardent de plus près, ils distinguent des fissures dans la façade. Dans certains cas, la construction est de mauvaise qualité. En 2011, la route Lusaka-Chirundu construite par la Chine s'est écroulée et a été en partie emportée après de fortes pluies. Dans d'autres cas, par exemple pour les deux stades de sport clinquants de la Zambie, les projets ont été appelés des « éléphants blancs », ce qui veut dire qu'ils semblent impressionnants mais qu'ils ne sont pas pratiques et ne produisent pas beaucoup de revenus.

Finalement, il existe un caractère opaque dans les contrats entre la Chine et la Zambie. Peu de gens connaissent les conditions des accords ou savent qui en profite.

« Souvent, les emprunts chinois ne sont pas même indiqués dans les comptes zambiens », déclare Chishimba Kambwili, ancien ministre zambien de l'Information et de la Radio-télédiffusion, à Deutsche Welle. « Ils choisissent un entrepreneur chinois, l'entrepreneur est payé en Chine, mais sur nos comptes il s'agit d'un prêt de la Chine. »

Bien que la crise d'endettement de la Zambie soit parmi les plus graves du continent, d'autres pays africains y prêtent une attention particulière. Ils réalisent que les écueils d'un endettement extérieur massif les attendent s'ils ne changent pas de chemin.

« Les autres pays africains peuvent apprendre des leçons des relations entre la Zambie et la Chine », déclare à ADF l'expert zambien Emmanuel Matambo, qui fait partie du Southern Voices Network for Peacebuilding [réseau des voix du Sud pour la construction de la paix] au Centre Woodrow Wilson. « Le fait est que l'octroi par la Chine d'emprunts sans qualification aux faibles économies africaines pourrait avoir des implications massives pour la démocratie africaine. »

UN APERÇU DE LA DETTE

Les liens chinois modernes, politiques et commerciaux, avec l'Afrique remontent aux années soixante. À l'époque

La China Road and Bridge Corp. a construit le Standard Gauge Railway au Kenya, avec un financement du gouvernement chinois. REUTERS



Mao Zedong, président du parti communiste chinois, cherchait à resserrer les liens avec plusieurs pays africains à cause de leur position anticoloniale partagée. Parmi les premiers projets majeurs d'infrastructure, on compte le chemin de fer Tanzanie-Zambie qui connecte la Zambie à la côte tanzanienne.

Depuis le début des années 2000, de nombreux pays africains, en particulier ceux qui ont des richesses minérales, ont choisi de conclure des accords avec des entreprises d'état chinoises pour construire des routes, des ponts, des ports, des aéroports et autre infrastructure.

L'attrait de l'endettement à l'égard de la Chine est évident. Les prêts ont peu de conditions qui les accompagnent, ils ne nécessitent pas de transparence, de réformes économiques ou de normes de droits humains. Dans certains cas célèbres, de hauts responsables ont reçu des paiements en échange de leur approbation.

Les chefs des pays africains insistent souvent qu'ils n'ont pas d'autre choix que de s'associer à la Chine puisque c'est typiquement le seul prêteur qui offre le financement de leurs

LA DETTE EN TANT QUE MENACE PESANT SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE

PERSONNEL D'ADF

La dette extérieure dévastatrice a des conséquences dans presque tous les aspects de la vie de la nation. Bien que l'économie soit le plus directement affectée, le fardeau de dette d'un pays et les projets d'infrastructure construits par des partenaires étrangers peuvent aussi menacer la sécurité.

L'INFRASTRUCTURE NATIONALE CRITIQUE : Lorsque des puissances étrangères prêtent de l'argent pour financer des projets tels que les ports, les chemins de fer ou les aéroports, l'infrastructure elle-même est souvent utilisée comme collatéral pour le prêt. Dans le cas de la Chine, la menace de reprise des biens est grave. Plusieurs projets proéminents tels que le port de Djibouti ou le port de Mombasa et le Standard Gauge Railway (chemin de fer à écartement normal) au Kenya sembleraient courir le risque d'être saisis à cause d'un endettement en hausse. La Chine a agi de même dans d'autres régions du monde, notamment au Sri Lanka où elle a pris le contrôle d'un port. Le contrôle étranger de l'infrastructure critique menace la sécurité de plusieurs façons, par exemple en limitant la capacité d'un pays de mettre en position des ressources militaires, ou de compromettre sa supervision des personnes et des biens qui entrent dans le pays.

L'ESPIONNAGE : Les entrepreneurs chinois ayant des liens étroits avec le Parti communiste chinois ont des antécédents d'utilisation des projets de développement pour recueillir des informations. En 2018, la Chine a été accusée d'installer des appareils d'écoute et des programmes pour copier secrètement les serveurs informatiques au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie). Un rapport de The Heritage Foundation a révélé que les sociétés chinoises avaient construit 186 édifices gouvernementaux et 14 réseaux de télécommunications intra-gouvernementaux sensibles en Afrique. Ceci facilite l'espionnage. « Le gouvernement chinois a de longs antécédents de pratiquer tous les types de surveillance et d'espionnage dans le monde », déclare à Voice of America Joshua Meservey, analyste principal de politique à The Heritage Foundation. « Nous savons donc que c'est le genre de chose qu'ils veulent faire, le genre de chose qu'ils sont capables de faire. »

LES RESSOURCES NATURELLES : Les emprunts chinois sont parfois soutenus par des garanties d'accès aux produits. Ceci veut dire que, si une nation ne peut pas payer en espèces, la Chine peut récupérer son argent en s'appropriant les ressources naturelles du pays débiteur. En Afrique, le quart de tous les prêts sont garantis par des ressources telles que le pétrole, le cuivre, la bauxite et le cacao, selon la firme d'experts-conseils Deloitte. La protection des ressources naturelles est étroitement liée à la sécurité nationale. Ceci est particulièrement vrai avec les ressources minières et pétrolières, qui sont souvent utilisées pour financer les dépenses militaires.

L'INSTABILITÉ : Les crises d'endettement conduisent au chômage, à l'inflation, aux réductions drastiques des dépenses de l'État et au manque de biens de consommation. L'histoire montre que la sécurité nationale et la sécurité économique sont étroitement liées. « Depuis la décennie perdue de l'Amérique latine dans les années quatre-vingt jusqu'à la crise grecque plus récente, il existe beaucoup de rappels douloureux de ce qui se passe lorsque les pays ne peuvent pas rembourser leurs dettes », écrivent Joseph Stiglitz, économiste et gagnant du prix Nobel, et Hamid Rashid, conseiller principal du programme de développement des Nations unies. « Une crise mondiale d'endettement aujourd'hui provoquera le chômage de millions de personnes et fomentera l'instabilité et la violence dans le monde. »



projets. Une étude conduite par l'Institut Kiel pour l'économie mondiale a découvert que la Chine prêtait davantage d'argent à l'Afrique que ne le faisaient la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et tous les pays du Club de Paris combinés.

« Lorsque les gens se plaignent des prêts chinois, ce n'est pas comme si la plupart des pays africains avaient toute une série d'options », déclare Gyude Moore, ex-ministre des Travaux publics du Liberia et associé principal au Centre pour le développement mondial, à Bloomberg.

La Chine est aujourd'hui le plus gros créancier du continent africain et détient une dette d'environ 145 milliards de dollars. Selon l'Institut de recherche Chine-Afrique à la Johns Hopkins University, l'Angola a reçu la plus grosse enveloppe de prêts chinois entre 2000 et 2017, de l'ordre de 43 milliards, suivie par l'Éthiopie avec 13,8

milliards, le Kenya avec 8,9 milliards et la Zambie avec 8,6 milliards.

LE COVID-19 ET L'ALLÈGEMENT DES DETTES

La pandémie du Covid-19 a presque gelé l'économie mondiale. Les économies africaines, dont beaucoup dépendaient fortement de l'extraction minière, du tourisme et de l'agriculture, ont été particulièrement frappées.

Selon le FMI, les économies de l'Afrique subsaharienne vont baisser d'au moins 3 % en 2020. Avant la pandémie, elles étaient projetées de croître de plusieurs points de pourcentage.

Étant donné cette crise mondiale, les remboursements de dette qui jadis semblaient gérables sont devenus accablants. Les pays africains doivent verser à la Chine environ 8 milliards de dollars en 2020, dont 3 milliards d'intérêts. Plusieurs grands pays dépensent davantage en paiement des intérêts sur leur dette qu'en soins de santé.

« Bien que la pandémie de Covid-19 soit temporaire, ses conséquences pour les personnes, les économies et notre planète seront présentes pendant longtemps », a déclaré le président Cyril Ramaphosa d'Afrique du Sud lors d'une conférence au sommet virtuelle entre la Chine et l'Afrique.

La crise a conduit à un grand nombre de demandes pour que la Chine et les autres pays prêteurs offrent à l'Afrique un allègement de sa dette. Certains progrès ont

CE QUE DISENT LES CHIFFRES

20 %

Montant de l'endettement des gouvernements africains à l'égard de la Chine

43

MILLIARDS DE DOLLARS

Emprunts de l'Angola à la Chine de 2001 à 2017

145

MILLIARDS DE DOLLARS

Montant total dû à la Chine par les pays africains

8

MILLIARDS DE DOLLARS

Montant que les pays africains devaient à la Chine en 2020 avant le Covid-19

20

MILLIONS

Nombre estimé d'emplois qui seront perdus en Afrique à cause du Covid-19

\$500

MILLIARDS DE DOLLARS

Coût projeté pour les économies africaines à cause du Covid-19

Sources : Union africaine, Jubilee Debt Campaign, Institut de recherche Chine-Afrique à la Johns Hopkins University, Organisation de coopération et de développement économiques

Des ouvriers de construction chinois au site du gratte-ciel Iconic Tower de 90 étages, d'un coût de 1,2 milliard de dollars, au Caire (Égypte). REUTERS





Le président zambien Edgar Lungu salue les employés chinois de Aviation Industry Corp. of China lors de sa visite d'un projet routier majeur à Lusaka. AFP/GETTY IMAGES

été enregistrés. En avril 2020, les pays du G-20, dont la Chine fait partie, ont promis de suspendre les remboursements de dette pour 73 pays parmi les plus pauvres du monde, pendant au moins 8 mois.

La Chine a aussi fait des concessions. En juin 2020, elle a convenu de radier les prêts sans intérêt octroyés aux pays africains. Toutefois, les observateurs remarquent que les prêts sans intérêt représentent une petite fraction du portefeuille total de prêts chinois en Afrique : seulement 5 %, selon l'Institut de recherche Chine-Afrique.

Malgré des démonstrations publiques de bienveillance et une conférence au sommet virtuelle avec les leaders africains en juillet 2020, la Chine a résisté aux demandes visant à un allègement de dette supplémentaire. Les observateurs déclarent que le pays préfère des négociations individuelles sur la restructuration des créances plutôt que toute sorte de plan d'allègement général.

« Pour commencer, l'attitude chinoise concernant cette idée consiste à résister complètement », selon la déclaration de Yun Sun, directeur du Programme de Chine au Centre Stimson, groupe de recherche politique, à Voice of America. « Cela ne veut pas dire, par exemple, que la Chine ne conduira pas de renégociation, ou de restructuration, ou même de report, concernant ses dettes, afin d'accorder une période de grâce plus longue pour le

remboursement des dettes des pays africains. Mais je pense qu'une annulation totale des dettes ne sera pas au rendez-vous. »

UNE VOIX DU PASSÉ

Dans son allocution de 1987 devant l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba (Éthiopie), le président Thomas Sankara du Burkina Faso avait exhorté les leaders à former « un front uni contre l'endettement ». M. Sankara pensait que l'endettement était l'une des façons les plus rapides pour les pays relativement jeunes de perdre leur indépendance. « L'endettement est une reconquête habilement gérée de l'Afrique ayant pour but de subjuguer sa croissance et son développement par des règles étrangères », a-t-il dit à la foule 3 mois avant son assassinat.

Au milieu de la crise du Covid-19, beaucoup de pays du monde réexaminent l'avertissement de M. Sankara. Alors que les confinements prennent fin et que les économies rouvrent leurs portes, les leaders essaieront d'équilibrer les besoins de croissance et de développement avec la nécessité urgente de protéger la santé et le bien-être des citoyens. Les leçons apprises par la Zambie et d'autres pays africains montrent que la dette extérieure est une réponse à court terme qui peut s'accompagner de coûts cachés. □



INVESTIR dans

L'INNOVATION

EDWARD A. DURELL, P.E., CONSEILLER EN SCIENCE ET TECHNOLOGIE, ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

**Avec une planification stratégique, l'Afrique est
prête à débloquer son potentiel scientifique**

Les innovations technologiques importantes ne se produisent pas en général inopinément. Elles sont rendues possibles par la planification et l'assistance. Au moins 25 pays africains ont des stratégies de science, technologie et innovation (STI). Toutefois, les académies de sciences africaines ont noté que ces politiques se concentrent souvent sur le développement commercial et industriel uniquement, et « les objectifs sociaux et écologiques ne sont pas adéquatement intégrés ».

Aujourd'hui, les points forts de la recherche africaine concernent l'agriculture, la médecine tropicale et les maladies infectieuses, selon un rapport de mise en œuvre de la STI. L'élargissement de la portée de la recherche et des investissements pourrait aider à débloquent le vaste potentiel scientifique de l'Afrique.

Le continent fait face à une hausse historique de sa population de jeunes, avec près de 60 % de ses habitants ayant moins de 25 ans. Selon une étude de 2020 menée auprès des jeunes africains, 78 % des jeunes sont intéressés à poursuivre une carrière technologique. Des géants mondiaux tels que Microsoft et Google souhaitent tirer parti de ce talent et ont effectué des investissements majeurs en Afrique au cours des dernières années. Un examen minutieux du paysage de la recherche et du développement en Afrique peut aider à montrer où les investissements stratégiques peuvent produire les gains les plus importants.

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT

Une façon de mesurer le désir d'engager les ressources d'un pays dans le secteur des sciences et de la technologie consiste à examiner les dépenses liées à la recherche et au développement. La DIRD est une valeur calculée à l'aide de la dépense intérieure brute en recherche et développement en tant que pourcentage du produit national brut. L'Union africaine a établi une cible DIRD de 1 % pour ses états membres ; par comparaison, les dépenses DIRD des États-Unis sont de 2,7 %. Tous les 5 ans, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture publie un rapport détaillé qui effectue le suivi de la science, la technologie, l'innovation et la gouvernance. Il présente de nombreuses statistiques, y compris celle de la DIRD.

Les données ne sont pas disponibles pour tous les pays africains mais le tableau 1 montre les 15 premiers pays qui précisent leur DIRD. Lorsque cela est observé du point de vue des communautés économiques régionales, la plus forte performance en DIRD provient des 5 pays membres de l'Union du Maghreb arabe. 3 de ses états

Tableau 1 **CLASSEMENT DIRD PAR PAYS AFRICAIN**

Classement	Pays	% DIRD
1	Malawi	1,06 %
2	Afrique du Sud	0,83 %
3	Kenya	0,79 %
4	Maroc	0,71 %
5	Burkina Faso	0,70 %
6	Rwanda	0,67 %
7	Tunisie	0,60 %
8	Sénégal	0,58 %
9	Gabon	0,58 %
10	Algérie	0,54 %
11	Botswana	0,54 %
12	Tanzanie	0,51 %
13	RD Congo	0,41 %
14	Ghana	0,38 %
15	Maurice	0,35 %

DIRD : dépense intérieure de recherche et développement

Remarque : Toutes les données proviennent de l'Institut de statistique de l'Unesco : <https://data.uis.unesco.org>, à l'exception de la valeur DIRD au Malawi, dont la source est : « UNESCO Science Report: Towards 2030 » [Rapport scientifique de l'Unesco : vers 2030]. Le tableau présente les plus récents chiffres disponibles au moment de sa publication.

membres sont parmi les 10 premiers : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Les dépenses représentent un indicateur, mais que dire des succès technologiques ? Un paramètre quantifiable de la bonne santé scientifique et technologique consiste à utiliser les demandes de brevet comme indicateur d'innovation. Ici aussi, par comparaison, le nombre de brevets par million d'habitants aux États-Unis est 129. Le tableau 2 montre les demandes de brevet locales par million d'habitants. Ces données ne sont pas disponibles pour tous les pays et certains pays utilisent pour leur bureau des brevets l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle : ses données de demandes ne peuvent pas être séparées par pays. Il existe encore une fois une performance forte des 5 pays membres de l'Union du Maghreb arabe. 3 d'entre eux sont classés parmi les 8 premiers : la Tunisie, le Maroc et l'Algérie.

Certains pays ont de bons résultats de demandes de brevet par habitant, bien que leurs dépenses en DIRD soient inférieures à celles du premier tiers. Des exemples en sont le Cap-Vert, l'Éthiopie, le Ghana, Madagascar, Maurice, la Namibie et la Tanzanie. Un examen plus poussé montre que la plupart de ces pays signalent des dépenses publiques fortes en éducation : en général plus de 4 % du produit national brut. Des performances impressionnantes sont constatées à Madagascar, en Namibie et en Tanzanie ; chacun indique de faibles dépenses DIRD et en éducation publique mais réussit tout de

Tableau 2 **DEMANDES DE BREVET DES PERSONNES RÉSIDENTES PAR MILLION DE PERSONNES PAR PAYS AFRICAIN**

Classement	Pays	Applications des résidents par million	La dépense publique dans l'éducation est-elle supérieure à 4 % du PNB ?	Le pays est-il classé dans le premier tiers pour les dépenses en DIRD ?
1	Tunisie	15,36	Oui	Oui
2	Afrique du Sud	11,64	Oui	Oui
3	Maurice	11,60	Oui	Non
4	Namibie	7,98	Non	Non
5	Maroc	5,26	Oui	Oui
6	Cap-Vert	5,14	Oui	Non
7	Kenya	4,56	Oui	Oui
8	Algérie	3,53	Oui	Oui
9	Mozambique	1,13	Oui	Oui
10	Rwanda	0,47	Non	Oui
11	Ghana	0,44	Oui	Non
12	Tanzanie	0,43	Non	Non
13	Madagascar	0,33	Non	Non
14	Ouganda	0,14	Non	Oui
15	Éthiopie	0,12	Oui	Non

Sources : Demandes de brevet : Indicateurs mondiaux de la propriété intellectuelle 2019, par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ; Dépenses en éducation et DIRD : <https://en.unesco.org/countries> ; populations : Central Intelligence Agency The World Factbook

même à obtenir des résultats satisfaisants concernant les demandes de brevet.

On peut faire une observation pour le tableau 2 : les fortes dépenses en éducation et en DIRD augmentent la probabilité d'une performance de demandes de brevet respectable. La première moitié des pays performants au niveau des brevets ont en moyenne des dépenses éducationnelles de plus de 5 % et des dépenses en DIRD de 0,5 %. La deuxième moitié de ceux-ci indiquent en moyenne 4 % en éducation et moins de 0,4 % pour la DIRD : à mesure que ces dépenses baissent, il en est de même pour les demandes de brevet. Ceci soutient la conviction que les investissements dans l'éducation et la recherche et le développement conduisent à l'innovation.

Les brevets et la propriété intellectuelle sont des composantes clés d'un environnement favorable à l'innovation. Ils protègent les connaissances en renforçant les droits de propriété intellectuelle et les régimes régulateurs à tous les niveaux. Toutefois, le rapport de mise en œuvre de la STI identifie le fait que le manque de concrétisation de l'Organisation de la propriété intellectuelle panafricaine a conduit à un manque d'activité dans la gestion de la propriété intellectuelle et le transfert de technologie. La récompense de l'innovation montre la voie des découvertes futures.

DES LUEURS D'ESPOIR

Il y a beaucoup de raisons d'être optimiste sur l'avenir de l'innovation dans le continent. Un exemple en

est l'Initiative du prochain Einstein de l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) basé au Cap. L'AIMS, fondé en 2003, est un établissement conférant des diplômes, qui a des centres dans 6 pays africains. L'Initiative du prochain Einstein a été créée lors d'une conférence TED en 2008 lorsque le Dr Neil Turok, physicien sud-africain, a parlé de son rêve selon lequel le prochain Einstein serait africain. L'initiative a conduit à un événement biennal appelé la Réunion mondiale du Forum du prochain Einstein pour mettre à profit la science pour le développement humain. L'événement est inspiré par l'opinion que les contributions africaines à la communauté scientifique mondiale sont cruciales pour le progrès mondial. La sélection des gagnants du « Défi de l'invention à l'innovation » est faite lors de chaque réunion mondiale ; les finalistes sont appelés des « sciencepreneurs ». Une invention récente concerne une plateforme d'analyse des données qui utilise des dispositifs capteurs à faible énergie pour déterminer les niveaux optimaux de fermentation dans l'industrie de transformation du thé. Une autre est une boîte froide, conçue et fabriquée au Nigeria, rechargeable, traçable et mobile, qui permet aux entreprises de stocker et de transporter des articles sensibles à la température. Une telle boîte pourrait jouer un rôle clé en logistique civile et militaire de la chaîne du froid, en particulier pour les produits sensibles à la température tels que les médicaments et les vaccins.

Dans certains cas, l'innovation est rendue possible par une initiative gouvernementale. Un excellent exemple



Des biologistes moléculaires au Centre africain d'excellence pour la génomique des maladies infectieuses analysent des échantillons de Covid-19 à Ede (Nigeria). AFP/GETTY IMAGES

concerne le CSIR (Conseil pour la recherche scientifique et industrielle) sud-africain. Cette institution fondée il y a 75 ans soutient la recherche dans les secteurs public et privé conçue pour améliorer la compétitivité de l'Afrique du Sud à l'échelle mondiale. C'est la plus grande institution de recherche de ce type en Afrique, qui emploie plus de 2.000 personnes et obtient la majorité de son financement grâce à des redevances de brevet et autres mécanismes autonomes.

Au cours des années, les découvertes clés qui ont été rendues possibles par le CSIR incluent : les composants des piles au lithium, les récoltes génétiquement conçues pour résister aux conditions difficiles, la recherche sur les cellules photovoltaïques pour l'énergie solaire et les avancées en nanotechnologie. Le CSIR est aussi un chef de file mondialement reconnu dans la recherche sur le VIH/sida et la tuberculose.

LES YEUX VERS L'ESPACE

En 2016, l'Union africaine a publié deux documents importants concernant l'espace : la politique spatiale africaine et la stratégie spatiale africaine. La stratégie présente quatre secteurs de concentration thématiques : observation de la terre, navigation et positionnement, communications satellitaires et science de l'espace et astronomie. Les pays africains avaient des satellites en orbite bien avant la publication de ces documents. En fait, 10 pays possèdent des satellites : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Nigeria et le Rwanda. La plupart de ces pays ont aidé à développer leurs satellites. Pour le moment aucun de ces satellites n'a été lancé à partir du sol africain. Le Gabon n'a pas de satellite mais il a un centre de télé-détection basé sur la terre hors de sa capitale de Libreville.

Ce centre, appelé AGEOS (Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales), exploite une grande antenne qui recueille les images des satellites et les distribuent à une vaste série de secteurs : mines, pétrole, forêts, opérateurs maritimes. La position du Gabon est cruciale : il est situé au centre du bassin du Congo, qui a la deuxième forêt humide du monde. Le rayon de couverture du centre est 2.800 kilomètres, incluant ainsi 17 pays et des portions de 6 autres. L'AGEOS travaille aussi sur le développement d'une station météo.

L'Afrique du Sud a établi un partenariat avec l'Australie pour construire le projet de radiotélescope Square Kilometre Array [Réseau d'un kilomètre carré]. Une fois terminé, il fournira aux astronomes de meilleures informations sur l'espace lointain en moins de temps que d'autres télescopes.

LE CHEMIN À PARCOURIR

L'Afrique est un continent ascendant pour les capacités scientifiques et technologiques, et elle a de nombreuses opportunités à explorer. L'heure est propice. Le talent est présent. L'opportunité est presque illimitée. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, ce sont des investissements dans l'éducation, les installations de recherche et le soutien gouvernemental. Avec la formule correcte, la prochaine grande découverte scientifique du 21ème siècle pourrait avoir lieu en terre africaine. □



Edward Durell, P.E., est spécialiste des programmes internationaux à l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. Il a fait des études d'ingénieur et conduit des efforts de sensibilisation vers l'Afrique pour le bureau de la science, la technologie et l'innovation, en gérant de nombreux programmes et initiatives. Avant d'assumer son poste actuel, il gérait le programme d'une agence fédérale pour le développement et l'application des spécifications et des normes techniques.



AFP/GETTY IMAGES

L'AFRIQUE POURRAIT ACCUEILLIR PLUS DE **COURSES DE VOITURES**

BBC NEWS À [BBC.CO.UK/NEWS](https://www.bbc.co.uk/news)

La série de courses de voitures de Formule E souhaite développer ses activités en Afrique.

Elle possède une seule course sur le continent. Marrakech (Maroc) accueille l'une des 14 manches de la saison, mais une autre pourrait être ajoutée dans les deux prochaines années.

Le championnat n'a pas eu de pilote africain depuis ses débuts en 2014 mais il a aussi des plans pour changer cela. La Formule E est un championnat de compétition automobile de type monoplace qui utilise uniquement des voitures électriques.

« L'un des lieux avec lesquels nous communiquons est Le Cap », déclare Alejandro Agag, le fondateur. « Nous avons des gens là-bas qui s'efforcent de voir si c'est possible. Il existe une excellente venue là-bas autour du stade de football, aussi est-ce l'une des options que nous examinons. »

Marrakech accueille une course depuis 2016, la troisième saison du championnat qui avait débuté en 2014, mais le sport souhaite vivement se développer davantage.

« L'Afrique est un continent clé où la croissance existe et va exister », déclare Allan McNish, chef de l'équipe d'Audi Sport. « Pour le moment, Marrakech est notre foyer en Afrique, mais nous recherchons activement d'autres villes, sans vouloir dire que nous ne viendrons plus à Marrakech. »

Alors que la Formule E cherche à augmenter le nombre de courses en Afrique, les responsables déclarent aussi qu'ils « recherchent activement » le premier pilote africain de la série.

Chaque équipe a 2 pilotes, mais aucune des 12 équipes en compétition cette année n'a de pilote africain.

« Je pense qu'avoir un héros local sur le circuit est très important pour attirer les supporters, pour vraiment avoir une connexion avec les supporters », ajoute M. Agag, né en Espagne.

La dernière course de Formule 1 à être organisée en Afrique était aussi basée en Afrique du Sud : le circuit Kyalami avait accueilli le Grand Prix de 1993.

UN DESSIN ANIMÉ NIGÉRIAN PREND DES DIMENSIONS MONDIALES

PERSONNEL D'ADF

Un dessin animé populaire pour enfants, créé par un animateur nigérian, fait la promotion de la culture et des histoires africaines.

La série animée *Bino & Fino*, qui a commencé à être diffusée il y a 10 ans, est maintenant retransmise dans 15 pays, y compris les États-Unis et le Royaume-Uni.

L'animateur Adamu Waziri, créateur de l'émission, déclare que c'était absurde pour le pays le plus peuplé d'Afrique de ne pas avoir sa propre émission de dessin animé pour enfants.

Il déclare qu'il est difficile de trouver des animateurs qualifiés au Nigeria : « vous devez fournir beaucoup de formation », dit-il à Voice of America. Il déclare que la production d'une série animée prend initialement deux à trois ans, période pendant laquelle elle ne produit pas de revenus.

Bino & Fino concerne un frère et une sœur qui vivent dans une ville africaine non précisée. Dans chaque épisode Bino et Fino, avec l'aide de leur ami Zeena le papillon magique et leur famille, découvrent et apprennent des choses sur l'Afrique et sur le monde. L'émission vise les enfants âgés de 3 à 5 ans.

L'épisode pilote célébrait la fête de l'Indépendance du Nigeria et examinait la question du colonialisme. Le dessin animé a aussi eu des épisodes qui enseignaient les chiffres de 1 à 10 dans les langues igbo et yoruba du Nigeria, selon CNN.

Bino & Fino n'est pas le seul dessin animé produit en Afrique. *Tinga Tinga Tales*, par exemple, est fait au Kenya pour la BBC et *Jungle Beat* est produit en Afrique du Sud et a été diffusé internationalement. Ces deux dessins animés, comme beaucoup d'autres qui se passent en Afrique, racontent des histoires sur les animaux du continent. M. Waziri était déterminé à faire quelque chose de différent, selon CNN.

BINO & FINO



THE ASSOCIATED PRESS

DES VEDETTES ORGANISENT UN CONCERT VIRTUEL

AGENCE FRANCE-PRESSE

La superstar sénégalaise Youssou N'Dour et la gagnante du prix Grammy Angélique Kidjo du Bénin faisaient partie du firmament de talents réunis pour un concert virtuel afin d'assurer la sensibilisation à la pandémie de Covid-19.

Angélique Kidjo aux Grammy Awards de 2020

Plus de 100 artistes et célébrités de tout le continent et de la diaspora ont participé au WAN Show diffusé en ligne par Worldwide Afro Network et retransmis par 200 chaînes de télévision africaines pour célébrer la Journée de l'Afrique.

« Après le Covid-19, l'Afrique ira bien, l'Afrique sera forte », a déclaré la vedette de la kora et artiste malien du hip-hop Sidiki Diabaté au lancement du concert virtuel. « Ensemble, nous sommes imbattables. »

L'événement a suivi le modèle du concert « Together At Home » d'avril 2020 qui avait réuni Taylor Swift et les Rolling Stones avec des représentations à la maison.

La vedette afropop malienne Salif Keita, le chanteur congolais Fally Ipupa, les Nigériens Wizkid et Femi Kuti, le rappeur sénégalais Awadi, Magic System de la Côte d'Ivoire et la chanteuse béninoise Zeynab Habib étaient quelques-unes des vedettes offrant des performances depuis leur salon, studio ou jardin, en finissant leurs chansons avec la phrase : « Together as one » [Ensemble pour nous unir].

Le fait saillant de la soirée était un duo à distance entre N'Dour et Cris Martin de Coldplay, qui ont chanté *A Sky Full of Stars*.

« Je suis optimiste, la culture est au commencement et à la fin de tout », déclare N'Dour, promoteur de la soirée qui visait « d'abord à sensibiliser à la lutte contre la pandémie, mais aussi à déclarer que dans beaucoup de domaines, rien ne sera plus jamais le même ».

L'artiste de reggae et ska jamaïcain Jimmy Cliff a enregistré « un message dans ces temps incertains ».

« Le temps est venu pour nous autres les Africains de montrer au monde qui nous sommes, dit-il. Pour ceux du continent et ceux de la diaspora, le moment est venu d'être ensemble pour nous unir. »

UNE MILITANTE POUR LA PAIX LUTTE POUR OBTENIR UNE PLACE POUR LES FEMMES À LA TABLE DE NÉGOCIATION

Rita Lopidia Abraham
ONU FEMMES

PERSONNEL D'ADF

À une table de négociation pour le conflit du Soudan du Sud, Rita Lopidia Abraham est quelque chose de rare. C'est une femme qui siège en compagnie des représentants des belligérants, pour la plupart des hommes. Certains d'entre eux se sont demandés pourquoi elle était là.

« Vous constatez que c'est surtout les gens armés qui sont admis aux négociations », déclare-t-elle dans une interview avec One Earth Future.

Son groupe, appelé EVE Organization for Women Development [Organisation EVE pour le développement des femmes], a été formé pour parler au nom des femmes et des jeunes filles qui sont ciblées par la violence. Un grand nombre de ces femmes vivent dans des camps pour déplacés internes. Certaines ont perdu des êtres aimés dans la guerre et sont le seul soutien de leur famille.

« C'est simplement logique que les femmes participent à toute résolution du conflit, pour qu'elles expriment leurs pensées et partagent leurs expériences sur le conflit afin de façonner la discussion qui conduira à la paix », déclare-t-elle.

Mme Abraham a été déléguée aux pourparlers de paix du Soudan du Sud à Addis-Abeba (Éthiopie) et à Khartoum (Soudan). Elle a signé un accord de paix en 2018 au nom de la Coalition des femmes du Soudan du Sud pour la paix, groupe de coordination de 50 organisations de femmes, selon le reportage de Voice of America.

En 2020, elle a reçu le Women Building Peace Award [Prix des femmes qui construisent la paix] de l'Institut des États-Unis pour la paix. Ce prix s'accompagne d'une somme de 10.000 dollars. Elle déclare qu'elle prévoit



ONU FEMMES

d'utiliser une partie de cette somme pour financer un projet pour aider les jeunes femmes à poursuivre des rôles de leadership. Une autre partie de l'argent aidera les orphelins et les enfants des rues du Soudan du Sud.

Elle projette de continuer à prêter sa voix à la recherche de la paix dans son pays natal. Il y a beaucoup plus de travail à faire pour inclure les femmes dans le processus d'édification de la paix. Un examen de 14 processus de paix entre 2000 et 2010, conduit par les Nations unies, a découvert que seulement 8 % des négociateurs et 3 % des signataires étaient des femmes. Peu d'accords de paix mentionnent actuellement les femmes dans leur texte.

« Ce qui me motive vraiment, c'est la situation dans laquelle nous vivons : la lutte des femmes face à la violence que nous partageons toutes », déclare-t-elle à l'institut.

Les forces françaises éliminent le chef d'AQMI

PERSONNEL D'ADF

Lors d'une opération au Nord du Mali, des soldats des forces spéciales françaises ont tué le fondateur d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Au moment de sa mort, Abdelmalek Droukdel était l'un des terroristes les plus recherchés du monde.

Abdelmalek Droukdel est né en Algérie et était l'un des principaux responsables de la recrudescence de l'extrémisme et de la violence dans la région du Sahel. Il a été tué le 3 juin 2020 après avoir franchi la frontière entre l'Algérie et le Mali.

« La lutte essentielle pour la paix et la stabilité dans la région vient de réaliser un succès majeur », a déclaré la ministre française de la Défense Florence Parly, selon *The Africa Report*.

Plusieurs autres associés de M. Droukdel ont été tués au cours du raid et les forces françaises déclarent qu'elles sont sûres de l'identité du chef terroriste mort. AQMI semble avoir confirmé cette mort deux semaines plus tard dans une vidéo faisant l'éloge de M. Droukdel.

« Je félicite et remercie tous ceux qui ont facilité et exécuté ces opérations audacieuses qui ont sérieusement endommagé ces groupes terroristes, a déclaré Mme Parly. Nos forces, en coopération avec leurs partenaires du G5 Sahel, continueront à les traquer implacablement. »

M. Droukdel avait reçu une formation pour fabriquer les explosifs et il fut l'un des premiers à utiliser les attentats suicides en Algérie. Après s'être enfui de ce pays, son groupe terroriste a fait officiellement allégeance à al-Qaïda en 2007. Au cours des années, AQMI a semé la terreur dans plusieurs pays du Sahel avec des attaques sur les hôtels et les sites touristiques et des enlèvements de civils à des fins de rançon. Il est présumé avoir organisé les attentats terroristes contre l'hôtel Splendid et d'autres sites de Ouagadougou (Burkina Faso) en 2016 où 30 personnes ont trouvé la mort et 50 autres ont été blessées.

Village de Talhandak (Mali), où les forces françaises ont tué le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

AFP/GETTY IMAGES

UNE PLATEFORME DE FOURNITURES MÉDICALES DONNE UN POUVOIR D'ACHAT

AUX PAYS AFRICAINS PERSONNEL D'ADF

L'Union africaine a annoncé le lancement d'un magasin en ligne centralisé qui aidera les pays à acheter le précieux matériel médical pendant l'épidémie de Covid-19.

La plateforme africaine du matériel médical offre une liste économique de kits de test de dépistage, d'équipement de protection individuelle, de respirateurs, d'appareils de surveillance des patients et d'une série de désinfectants fournis par des fabricants homologués.

Le milliardaire zimbabwéen Strive Masiyiwa qui a aidé à développer la plateforme déclare que l'Union africaine reçoit des requêtes « des autres régions du monde pour développer ce concept sous licence ».

« L'Afrique montre la voie avec cette solution en ligne qui assure que tous nos gouvernements puissent accéder à l'équipement de protection individuelle et aux autres fournitures médicales urgentes dont ils ont besoin, à un prix équitable », déclare M. Masiyiwa selon un reportage du *Namibian*.

Cette plateforme, qui fonctionnera comme Amazon ou eBay, est le fruit d'un partenariat réunissant l'Union africaine, les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), Janngo (studio de startup sociale), la banque d'exportation et d'importation d'Afrique (Afreximbank), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et d'autres organisations.

En juillet, M. Masiyiwa a annoncé que la fondation Bill-et-Melinda-Gates avait rejoint le partenariat et avait obtenu au moins 9 millions de comprimés de dexaméthasone, une drogue qui sera distribuée gratuitement dans les pays. « Nous partageons l'opinion selon laquelle l'accès aux outils qui sauvent la vie ne devrait pas dépendre de la capacité de payer », déclare M. Masiyiwa.

Les paiements seront généralement traités par l'Afreximbank et les transporteurs africains tels que RwandAir, Ethiopian Airways et South African Airways transporteront les articles vers les villes principales. La plupart des commandes seront livrées en 5 à 10 jours.



Des employés effectuent la livraison de fournitures médicales pour protéger contre le Covid-19 à Addis-Abeba (Éthiopie). REUTERS

M. Masiyiwa déclare que la plateforme fera la promotion « sans complexe » des produits fabriqués en Afrique.

« Cette plateforme est sans but lucratif ; elle est établie auprès des CDC africains et de l'Afreximbank », déclare M. Masiyiwa dans un reportage de News24 en Afrique du Sud. « Ce sont les partenaires noyaux de la plateforme ; aucun d'entre nous ne recevra de commission ou de contrat »

En annonçant cette plateforme, le président Cyril Ramaphosa d'Afrique du Sud a déclaré que ce genre d'action collective « unira le continent ».

La plateforme « fera face aux manques et à la sécurité des fournitures, assurera des prix concurrentiels et une transparence des achats, réduira les retards dus à la logistique, simplifiera les processus de paiement et fournira une plateforme commune sur laquelle les gouvernements pourront accéder aux services offerts par des fournisseurs qualifiés et homologués », déclare M. Ramaphosa.

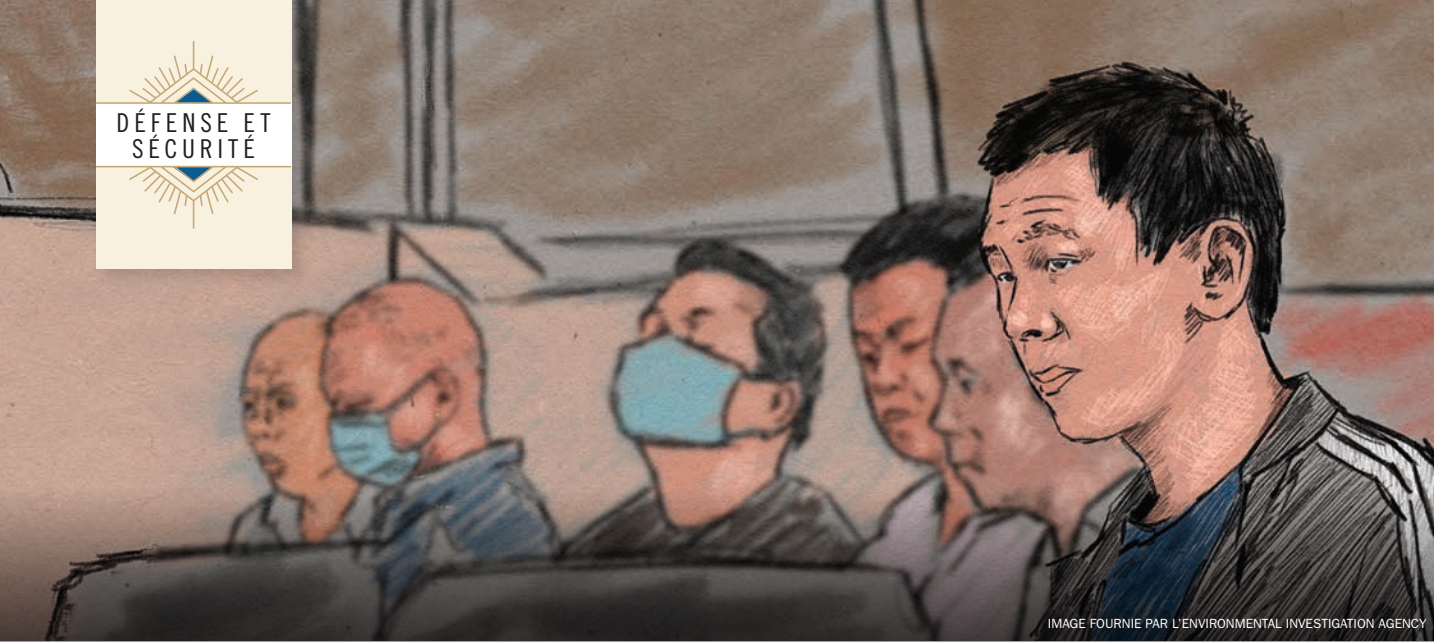


IMAGE FOURNIE PAR L'ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY

UN TRIBUNAL DU MALAWI

EMPRISONNE DES TRAFIQUANTS LIÉS À UN RÉSEAU DE BRACONNAGE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un tribunal du Malawi a condamné les membres d'un réseau de trafiquants à un total de 56 ans de prison pour vendre des parties du corps d'animaux sauvages.

Les 9 trafiquants condamnés faisaient partie du syndicat criminel Lin-Zhang et incluaient 7 ressortissants chinois. Les responsables ont arrêté le chef de l'organisation, Yunhua Lin, en août 2020 après l'avoir traqué pendant trois mois. Le tribunal les a déclarés coupables de trafic de parties du corps des animaux telles que les écailles de pangolin, les cornes de rhinocéros et les dents d'hippopotame.

Brighton Kumchedwa, directeur des parcs et de la faune sauvage du Malawi, a applaudi les convictions. « Le Malawi n'est plus un terrain de jeu pour ces criminels de la faune sauvage », a-t-il déclaré après le verdict.

Les autorités pensent que le groupe Lin-Zhang est actif au Malawi depuis au moins une décennie. Le braconnage a décimé la population mondiale d'éléphants, qui s'est effondrée en Afrique pour passer de plusieurs millions au début du dix-neuvième siècle à environ 400.000 en 2015. Jusqu'à 60 % de toutes les morts d'éléphant peuvent être liées au braconnage, selon le groupe de conservation Fonds mondial pour la nature.

Il existe une énorme demande en Asie pour les défenses d'éléphant, les cornes de rhinocéros et d'autres parties du corps des animaux utilisées comme ornements ou pour leurs propriétés médicinales prétendues.

Les groupes écologiques internationaux ont applaudi le Malawi pour son engagement envers l'élimination des réseaux de trafic. Le Malawi a arrêté 14 membres du syndicat en 2019 et, en date d'août 2020, l'un d'eux



Le Malawi a condamné 9 membres de l'organisation de braconnage d'animaux sauvages Lin-Zhang à un total collectif de 56 années de prison pour trafic d'animaux et de parties d'animaux.

IMAGE FOURNIE PAR L'ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY

attend toujours son procès, selon le *Nyasa Times*.

« Après plusieurs années d'efforts conjoints, après avoir surmonté d'innombrables obstacles, ce petit pays a démontré comment, avec la volonté politique et la détermination, il est possible de démanteler l'un des syndicats du crime international organisé les plus prolifiques d'Afrique », déclare Mary Rice, directrice exécutive de l'Environmental Investigation Agency.

Mme Rice espère que d'autres pays suivront l'exemple du Malawi. « La lutte contre le crime à cette échelle exige la sophistication, la collaboration, le courage et la ténacité, déclare-t-elle. Le Malawi devrait être intensément fier, et les autres pays africains luttant actuellement contre le fléau du commerce illégal de la faune sauvage feraient bien de suivre cet exemple de leadership mondial. »



LA CÔTE D'IVOIRE

CAPTURE UN CHEF EXTRÉMISTE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les forces ivoiriennes ont capturé un chef extrémiste et un grand nombre de combattants responsables de l'attaque d'un poste-frontière.

Le ministre de la Défense Hamed Bakayoko n'a pas fourni le nom du terroriste présumé mais il a déclaré qu'il était responsable pour une attaque le 11 juin 2020 à la frontière avec le Burkina Faso qui avait tué 14 militaires et blessé 6 autres, selon un reportage d'Al Jazeera. Cette attaque avant l'aurore a été attribuée au Groupe de soutien de l'Islam et des Musulmans. C'était la première attaque majeure sur le sol ivoirien depuis 2016 et elle est survenue peu après une mission conjointe ivoirienne-burkinabé pour éliminer les extrémistes de la région frontalière.

« Nous irons plus loin à mesure que l'investigation progresse, déclare M. Bakayoko. Nous saurons avec qui il était en contact, qui le soutenait. »

M. Bakayoko a déclaré que des photos récupérées sur les téléphones mobiles avaient aidé à arrêter les personnes ayant participé à l'assaut.

Le 18 juin, l'armée ivoirienne a déclaré qu'elle avait conduit une opération de ratissage dans la zone de Kafolo et le parc national voisin de la Comoé, sanctuaire notoire pour les extrémistes. Les soldats ont fait 27 prisonniers, détruit le matériel logistique et saisi l'équipement de communication.

L'attaque de Kafolo a bouleversé la Côte d'Ivoire, qui venait récemment de restaurer sa stabilité après une décennie de turbulence. L'attaque du 11 juin a eu lieu dans la même zone où les deux pays avaient lancé une opération conjointe innovante en mai dernier pour débusquer les extrémistes.

L'opération Comoé, nommée selon un fleuve qui traverse les deux pays, a conduit à la mort de 8 terroristes présumés, la capture de 38 autres et la destruction d'une base terroriste à Alidougou (Burkina Faso), a déclaré l'armée ivoirienne le 24 mai 2020.

Kiali Ouattara, chef traditionnel de Ferkessedougou, Côte d'Ivoire, traverse une municipalité près de la frontière avec le Burkina Faso et le Mali. Les terroristes ont attaqué la région en juin 2020 et ont tué 14 personnes. AFP/GETTY IMAGES

UNE ÉQUIPE ENTIÈREMENT FÉMININE

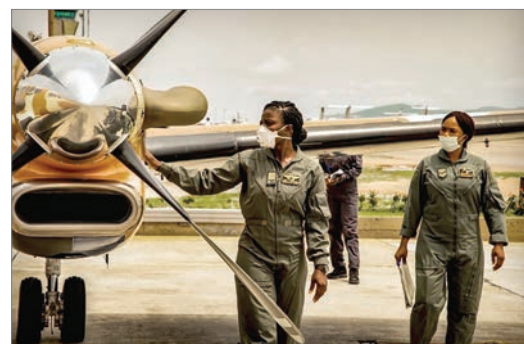
DE L'ARMÉE DE L'AIR

ENTRE DANS L'HISTOIRE AU NIGERIA

PERSONNEL D'ADF

Après un effort pour recruter et former plus de femmes pilotes, l'Armée de l'air nigériane (NAF) a annoncé qu'elle avait conduit une mission de renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR) entièrement exécutée par une équipe féminine. La mission, qui utilisait un aéronef Beechcraft King Air ISR, comportait deux femmes pilotes, une technicienne de bord, une opératrice de mission et une femme marshaller. Cette mission entièrement féminine était la première dans l'histoire de la NAF.

« L'objectif de la NAF consiste ici à maximiser tout le potentiel des vastes ressources humaines du Nigeria, hommes et femmes, pour assurer l'emploi effectif, efficace et opportun de la puissance aérienne en réponse aux impératifs de la sécurité nationale du Nigeria », a déclaré l'Air Commodore Ibikunle Daramola à *This Day*.



Des membres d'équipage de l'Armée de l'air nigériane inspectent un aéronef Beechcraft King Air ISR.

ARMÉE DE L'AIR NIGÉRIANE

La NAF a aujourd'hui sept femmes pilotes et prévoit d'augmenter ce chiffre. Le groupe de transport aérien exécutif 307 est parti de l'aéroport international Nnamdi Azikiwe et a survolé des portions de l'État du Niger. L'officier de vol Oluwabunmi Ijelu, capitaine du Beechcraft, est la première femme à être capitaine d'un avion de la NAF.

Après la mission, l'Air Commodore Francis Edosa, commandant du groupe de transport aérien, a déclaré que la mission était un succès et a remercié le chef d'état-major de l'armée de l'air pour cet engagement envers l'inclusion des sexes.

« Il a en fait fourni des opportunités pour les sexes et ces opportunités ont été menées à bien avec un équipage entièrement féminin. Elles sont juste parties en mission et ont fait très bien les choses. Je crois que nous autres, en tant qu'Armée de l'air, devrions en être fiers. »

Le Soudan du Sud conduit des vaccinations

VOICE OF AMERICA

Shejirina Moni est assise à côté de ses enfants devant sa maison improvisée de Juba, capitale du Soudan du Sud. Six de ses enfants sont morts d'une variété de maladies. Trois survivent.

« Le premier est mort à 9 mois, déclare-t-elle. Un autre est mort à l'âge de 10 mois. Un autre encore est mort lorsqu'il commençait à ramper, à 3 mois environ. »

L'histoire de Shejirina souligne un triste fait : des millions d'enfants au Soudan du Sud ne sont pas vaccinés régulièrement. Ils sont vulnérables face à des maladies évitables.

En plus de faire face à la pandémie de Covid-19, le pays affronte une épidémie grave de rougeole, avec plus de 4.700 cas confirmés et 26 décès depuis janvier 2019.

Le gouvernement du Soudan du Sud a établi des partenariats avec l'Organisation mondiale de la santé Unicef, Gavi, the Vaccine Alliance et ONE (campagne anti-pauvreté cofondée par le musicien

et célèbre activiste irlandais Bono) pour conduire une campagne de vaccination de la rougeole dans tout le pays, afin d'atteindre 2,5 millions d'enfants.

Cette campagne a été lancée en février 2020 à l'hôpital pour enfants Al-Shabbah, seule installation médicale pédiatrique du pays. Situé au cœur de Juba, il fournit des soins de santé à plus de 5.000 personnes tous les mois, y compris certains parmi les plus pauvres de la ville.

« Nous devons améliorer la couverture de vaccination pour protéger les enfants contre les épidémies de rougeole », déclare Makur Matur Kariom, sous-secrétaire du ministère de la Santé « Malheureusement, au Soudan du Sud la couverture normale de vaccination contre la rougeole reste faible à 59 % seulement. »

Les spécialistes de la santé publique recommandent que la couverture ne tombe pas au-dessous de 90 %. Il est crucial de maintenir

les normes pour la rougeole, qui est hautement infectieuse.

Une raison pour laquelle la couverture de vaccination infantile contre la rougeole est faible dans le pays concerne les problèmes logistiques liés au maintien des vaccins à des températures proches de la congélation. Cela n'est pas facile au Soudan du Sud, pays le moins électrifié du monde, où les températures grimpent souvent à plus de 40 degrés Celsius.

L'hôpital Al-Shabbah utilise un réfrigérateur alimenté par l'énergie solaire, fourni par l'Unicef.

« Nous pouvons les maintenir à la température correcte ici à l'hôpital. C'est ce qui est le plus important », déclare le Dr Felix Nyungura, directeur exécutif de l'hôpital. « L'électricité publique n'est pas encore arrivée ici chez nous. Dans certains endroits, elle y est déjà. Mais maintenant nous dépendons de l'énergie solaire et de l'alimentation par génératrice. »



Une professionnelle de la santé administre une vaccination de polio au Soudan du Sud. AFP/GETTY IMAGES



Le « train de l'espoir » combat le virus dans la campagne

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des douzaines de résidents locaux attendent impatiemment alors que le train fait une halte dans une station d'une région rurale éloignée de la province côtière du Cap-Oriental en Afrique du Sud.

Ce qui est appelé le train de l'espoir est arrivé pour fournir le dépistage du Covid-19 dans l'un des points sensibles du virus en Afrique du Sud, dans une clinique mobile spécialement pourvue. À la mi-juin 2020, le Cap-Oriental enregistrait 14 % des infections de Covid-19 d'Afrique du Sud. Depuis le premier cas signalé le 5 mars, le pays le plus industrialisé d'Afrique a enregistré le plus grand nombre de cas positifs du continent.

Le train fonctionnait précédemment comme installation pour services généraux de santé, qui offrait des services dentaires, oculaires et de counseling dans plus de 70 des communautés rurales d'Afrique du Sud. Ce train financé par l'état a été réaffecté en tant que locomotive d'« espoir » dans le combat de l'Afrique du Sud contre le virus.

Le train, appelé normalement Phelophepa, c'est-à-dire « bonne santé propre » dans les langues sotho et tswana, traverse le pays pendant 9 mois chaque année.

« Nous avons suspendu les services du Phelophepa et nous traitons maintenant uniquement le problème du Covid-19 », déclare Bheki Mendlula, chef de train.

« Je réalise soudain maintenant que le corona[virus] est réel et je pense que je devrais connaître mon état, savoir si je suis sécurisée ou non », déclare Sinisipho Nxojelwa avant de se soumettre au dépistage.

Elle se préoccupe que sa tante, infirmière qui vit avec sa famille, pourrait ramener l'infection de son travail à la maison.

Les responsables de la santé ont mobilisé des dizaines de milliers de bénévoles à la recherche des cas positifs de Covid-19.

Le paludisme est complètement stoppé par un microbe



BBC NEWS À [BBC.CO.UK/NEWS](https://www.bbc.co.uk/news)

Les scientifiques ont découvert un microbe qui protège les moustiques contre l'infection du paludisme. Les membres d'une équipe au Kenya et au Royaume-Uni déclarent que cette découverte a « un énorme potentiel » pour contrôler la maladie.

Le paludisme est propagé par la piqûre des moustiques infectés, aussi leur protection pourrait aussi protéger les humains. Les chercheurs étudient s'ils pourraient mettre les moustiques infectés en liberté ou utiliser des spores pour supprimer la maladie.

Les microbes qui bloquent le paludisme, appelés microsporidies MB, ont été découverts en étudiant les moustiques sur les berges du lac Victoria au Kenya. Ils vivent dans les boyaux et les organes génitaux des insectes. Les chercheurs n'ont pas pu trouver un seul moustique porteur de microsporidies qui abritait aussi le parasite du paludisme.

« Les données dont nous disposons jusqu'à présent suggèrent que le blocage est à 100 % : c'est un blocage très intense du paludisme », déclare le Dr Jeremy Herren, du Centre international de la physiologie et l'écologie des insectes du Kenya, à la BBC.

Plus de 400.000 personnes meurent du paludisme chaque année, la plupart étant des enfants de moins de 5 ans. Bien que d'énormes progrès aient été faits grâce à l'utilisation de moustiquaires de lit et la pulvérisation des foyers avec l'insecticide, ces progrès se sont arrêtés au cours des dernières années. Il est largement convenu que de nouveaux outils sont nécessaires pour affronter le paludisme.

Les microsporidies MB pourraient préparer le système immunitaire des moustiques pour qu'il soit mieux capable de combattre les infections. La présence des microbes dans les insectes pourrait aussi avoir un effet important sur le métabolisme des moustiques, en les rendant inhospitaliers aux parasites du paludisme.

Au minimum, 40 % des moustiques dans une région doivent être infectés par les microsporidies pour affecter de façon importante le paludisme.

LE TCHAD REMBOURSE SA DETTE ANGOLAISE AVEC DU BÉTAIL

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

AFP/GETTY IMAGES

Le Tchad rembourse une dette de 100 millions de dollars qu'il doit à l'Angola avec du bétail, selon un reportage d'un journal d'état angolais.

Cet accord inhabituel est considéré créer une situation profitable pour les deux pays : le Tchad manque de liquidités et l'Angola a besoin de bétail.

Plus de 1.000 vaches sont arrivées par bateau à Luanda, la capitale de l'Angola, pour servir de premier paiement, signale le *Jornal de Angola*. Au total, l'Angola recevra 75.000 têtes de bétail sur 10 ans, ce qui veut dire qu'elle a accepté un paiement de 1.333 dollars par animal.

Le Tchad avait proposé de rembourser la dette de 2017 avec du bétail et l'Angola avait accepté parce que cela aiderait ce pays d'Afrique australe à restaurer ses stocks de bétail dans les zones affectées par la sécheresse. L'Angola est souvent frappé par la sécheresse, qui provoque la mort des animaux à cause de la faim et la soif et laisse beaucoup de villageois sans aucune ressource.

Bien qu'il soit riche en pétrole, le pays a toujours des difficultés pour se rétablir des séquelles d'une guerre civile de 27 ans qui l'avait ravagé après son indépendance.

Le Tchad est décrit par l'Organisation mondiale de la santé animale comme un « pays d'élevage et d'agriculture par excellence », avec 94 millions de têtes de bétail.

Le bétail représente 30 % des exportations du Tchad et constitue sa source principale de devises étrangères après le pétrole.

Dans un rapport de 2019, la Banque mondiale a déclaré que l'économie du Tchad « reste fragile et exposée à des risques considérables, tels que la volatilité du cours du pétrole et l'insécurité régionale » due aux militants actifs dans la région.

AFP/GETTY IMAGES





UN SUPERORDINATEUR PRÉDIT LES MOUVEMENTS DES LOCUSTES

THE ASSOCIATED PRESS

Un superordinateur soutient les efforts de l'Afrique de l'Est pour contrôler les infestations de locustes qui provoquent ce que l'agence pour l'alimentation des Nations unies a appelé « une menace sans précédent » pesant sur la sécurité alimentaire de la région.

L'ordinateur, don du Royaume-Uni, utilise les données satellitaires pour traquer les essaims de locustes et prédire leur destination suivante. Le partage rapide des informations de mouvement des locustes avec les autorités régionales est crucial pour contrôler l'infestation parce que tout essaim, y compris ceux de petite taille, peut parcourir près de 160 km en un seul jour et consommer une quantité de récolte qui pourrait nourrir 35.000 personnes.

Un analyste utilise une carte d'ordinateur pour traquer les mouvements des locustes envahissants.

Basé dans un centre climatique régional du Kenya, où les insectes ont été particulièrement destructifs, le système du superordinateur « produit des prédictions météo détaillées pour les vents forts, les pluies et l'humidité qui fournissent des conditions parfaites de reproduction pour les locustes, de façon que les experts climatiques puissent prédire leur prochaine destination », déclare le département pour le développement international du Royaume-Uni.

Le Kenya, l'Ouganda et la Somalie affrontent la pire infestation de locustes que l'on ait vue dans ces régions d'Afrique de l'Est depuis 70 ans. Des essaims ont aussi été observés à Djibouti, en Érythrée, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et en Tanzanie.

La menace des locustes « reste extrêmement alarmante » dans la Corne de l'Afrique, où « leur reproduction généralisée est en cours et de nouveaux essaims commencent à se former, ce qui représente une menace sans précédent pesant sur la sécurité alimentaire et la subsistance des personnes au début de la saison de culture », selon l'avertissement de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Il est en général estimé que la pulvérisation aérienne est la seule méthode efficace de contrôle. En Ouganda, les soldats ont combattu les essaims à l'aide de pompes de pulvérisation à main à cause des problèmes liés à l'obtention des aéronefs et du pesticide recommandé.

À Nairobi, les responsables déclarent que cette technologie aidera leurs efforts de suivi des essaims de locuste.

« Les prédictions sont très utiles parce qu'elles les aident à concentrer leurs efforts dans les régions qui seront très probablement affectées par les criquets pèlerins, par exemple dans les dix prochains jours », déclare Abubakr Salih Babiker, scientifique climatique au centre climatique régional de Nairobi. « De cette façon, ils peuvent affecter leurs ressources plus efficacement, attribuer les fonds nécessaires pour contrôler les criquets pèlerins. C'est une méthode très innovante et nouvelle d'utiliser la technologie pour résoudre un problème du monde réel tel que celui des criquets pèlerins. »

Kenneth Mwangi, analyste d'information de satellite au centre, déclare que l'équipe peut améliorer les modèles de prédiction exécutés pendant une infestation où la propagation des locustes « a été très rapide ».

LE RWANDA SOUHAITE DEVENIR UN CENTRE DE DRONES

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Le Rwanda, pays de mille collines, a été le premier pays au monde à accueillir un service commercial de livraison par avionnette drone lorsque la société Zipline a commencé à livrer le sang en 2016. Le président rwandais Paul Kagame pense que les drones feront partie de l'avenir du pays ; il souhaite qu'ils soient fabriqués et pilotés par des Rwandais.

Zipline a livré des dizaines de milliers d'unités sanguines. Mais c'est une exception. Ses vols sont classés comme vols gouvernementaux, ce qui veut dire qu'elle dispose d'exemptions de haut niveau en ce qui concerne la gestion du trafic aérien.

Il en est de même à Kigali, capitale du pays, où la police utilise des drones pour mettre à exécution les quarantaines dues à l'épidémie de Covid-19. La police a muni les drones de mégaphones pour ordonner aux gens de rester chez eux.

De telles exemptions de la gestion du trafic aérien à basse altitude ne sont pas applicables aux réseaux de livraison commerciaux par drone à long terme. La question épineuse de la réglementation et de la gestion de l'espace aérien à basse altitude devra être résolue avant que les drones ne puissent devenir un succès commercial.

Edward Anderson de la Banque mondiale, qui se concentre sur les drones de la région, observe qu'ils peuvent avoir beaucoup d'emplois en plus des livraisons médicales.

« Le Rwanda est l'un des pays du monde dont la population rurale est la plus dense, déclare-t-il. À long terme, nous pensons que les drones fourniront des opportunités économiques en agriculture, pour les petits fabricants, et pour livrer des articles urgents tels que l'argent comptant et les documents. »



Un drone de la police rwandaise muni d'un mégaphone survole un quartier de Kigali pour mettre à exécution le confinement du Covid-19. REUTERS

La princesse rebelle de ZANZIBAR

PERSONNEL D'ADF

La vie de Sayyida Salme était un tourbillon.. C'est la fille d'un sultan dans ce qui s'appelle aujourd'hui la Tanzanie. Se voyant refuser toute éducation formelle, elle apprend elle-même à lire et écrire. Elle parle quatre langues : swahili, arabe, turc et allemand. Elle devient enceinte sans être mariée, son frère essaie de l'exécuter et elle s'enfuit en Europe. Lorsqu'elle devient une mère veuve et sans argent, elle est l'une des premières africaines à écrire une autobiographie.

On dit que, pendant toute sa vie, elle transportait toujours un petit sac contenant du sable d'une plage de Zanzibar.

Elle est née en 1844 à Zanzibar, fille de Saïd ben Sultan al-Busaïd et de l'une de ses concubines. Elle est l'un des 36 enfants du sultan et vit dans un palais gigantesque qui abrite plus de 1.000 personnes. Elle apprend à écrire en copiant l'alphabet arabe et le Coran.

Son père est décédé lorsqu'elle a 12 ans. À cause de sa mort, elle devient majeure et hérite d'une fortune et d'une plantation. Deux de ses frères, Majid et Barghach, s'affrontent pour hériter du sultanat. Elle soutient Barghach et à l'âge de 15 ans devient sa secrétaire générale ; elle écrit des lettres aux chefs en son nom. Mais Majid gagne et, lorsqu'elle prend le parti du gagnant elle est repoussée par une grande partie de sa famille.

Seule et isolée, Sayyida Salme se fait de nouveaux amis. À côté de chez elle vit un jeune homme d'affaires allemand appelé Rudolph Heinrich Ruete. Elle est attirée par ses idées occidentales ; il est frappé par son intelligence et sa beauté. L'épanouissement de leur idylle n'est pas apprécié par les Européens de la communauté, qui ne veulent pas offenser le sultan. Et effectivement, le sultan est offensé.

Lorsque la rumeur se propage concernant la grossesse de Sayyida Salme, âgée de 22 ans, son frère le sultan lui ordonne de venir et de se préparer à être exécutée. Les membres de sa famille lui font changer d'idée, déclarant qu'il est trop tôt pour savoir si elle est vraiment enceinte.

Lorsqu'il devient clair qu'elle l'est, le sultan lui ordonne de se rendre en Arabie saoudite. Pensant qu'elle serait assassinée en chemin, elle s'enfuit plutôt au Yémen, où son enfant est né. Le bébé meurt.

Plusieurs mois plus tard, Rudolph la rejoint au Yémen. Ils se marient, elle prend le nom d'Emily Ruete et se convertit au christianisme. Ils se rendent en Allemagne, où ils auront trois enfants. Mais peu de temps après la naissance de son plus jeune enfant en 1870, son mari est tué dans un accident de tramway tiré par des chevaux.

Elle est coincée en Allemagne et ne peut pas retourner dans son pays natal. Elle a 25 ans.

Elle a de l'argent, mais les femmes allemandes de l'époque n'étaient pas autorisées à gérer leurs propres finances. Deux hommes sont nommés pour gérer son argent et ils en perdent la majeure partie. Pour survivre, elle commence à enseigner l'arabe. L'histoire d'une femme arabe issue d'une famille noble et gagnant sa vie comme enseignante est imprimée dans les journaux de toute l'Europe.

En 1886, elle publie ses mémoires sous le titre : *Memoiren einer arabischen Prinzessin*. Deux ans plus tard, elle publie une traduction anglaise, *Memoirs of an Arabian Princess* [Mémoires d'une princesse arabe]. Le livre a un succès mitigé, la plupart des critiques défavorables reflétant les préjugés de l'époque.

En plus de raconter l'histoire de sa vie, le livre inclut ses longs commentaires sur les contrastes entre le monde occidental et le monde arabe. Le célèbre dramaturge irlandais Oscar Wilde adore son livre, en disant : « l'histoire de sa vie est aussi instructive que l'histoire et aussi fascinante que la fiction ».

Elle est souvent considérée comme la première Est-Africaine, et la première femme arabe, à écrire une autobiographie. Mais elle pourrait mériter davantage. Jusqu'au dix-neuvième siècle, les autobiographies écrites par les femmes étaient rares, quelle que soit la culture. Elle pourrait bien être la première africaine à publier actuellement ses mémoires.

En 1888, elle se rend à Zanzibar avec sa fille Rosalie, espérant revendiquer une partie de son héritage. Lorsqu'elle n'a pas de succès, elle devient amère et se rend à ce qui est aujourd'hui Tel Aviv. De là, elle va à Beyrouth en 1892 et revient en Allemagne en 1914. Elle y meurt 10 ans plus tard à 80 ans.

Elle est enterrée en Allemagne avec un sac de sable provenant d'une plage de Zanzibar.



INDICES

- 1 Ce neck volcanique en forme d'aiguille a une hauteur de 386 mètres.
- 2 À cause de la mousse, du brouillard fréquent et de la pluie, il est dangereux de le grimper mais les gens tentent toujours cette ascension glissante chaque année.
- 3 La zone autour du neck est connue pour ses animaux exotiques, notamment une grande quantité de serpents.
- 4 Cette formation a été appelée « la Tour Sombre ».



PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez *ADF* sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.